T/335/402/IN/6

NOIR & ROUGE

• CONTRE LA CONFUSION 38

N° 38 Prix : 1,70 F JUIN-JUILLET 1967

Cahiers d'études Anarchistes

PERIODICITE : TRIMESTRIELLE

CONTRE LA CONFUSION

Bien sûr, il y a de par le monde des événements bien plus importants, des guerres, de graves conflits sociaux, des bouleversements politiques, la faim dont tout le monde parle parce qu'il faut bien parler de quelque chose, il y a tout ça, bien sûr. Et pourtant nous allons longuement, et durement, traiter d'un autre sujet, d'apparence mineure, mais qui, au-delà de notre réaction d'anarchistes, semble dépasser nos histoires « de famille » pour recouper un conflit qui touche **tout** le mouvement révolutionnaire : aux questions essentielles il est répondu par des faux-fuyants ou des « personnalisations » qui noient le poisson. Dans la mesure de nos forces, nous avons toujours œuvré (ou du moins nous avons tenté de le faire, avec des lacunes dont nous reparlerons) pour crier les vérités pas bonnes à dire. Nous sommes obligés de le faire particulièrement aujourd'hui, en espérant que le débat, voire les attaques qui s'ensuivront, resteront sur le terrain constructif qui seul nous intéresse. Que l'ensemble des camarades du mouvement anarchiste soit persuadé que, pour notre part, nous sommes absolument décidés à rester sur ce terrain, quoi qu'il nous en coûte.

PREMICES D'UNE CRISE

Inutile de se cacher les faits : de graves événements viennent de se produire dans le mouvement libertaire et tout particulièrement au sein de la Fédération Anarchiste (F.A.) aboutissant à une scission au cours de son Congrès national, tenu les 13, 14 et 15 mai à Bordeaux. Bien que ne faisant pas partie de la F.A., en tant que militants anarchistes ces faits nous touchent aussi directement, d'où notre intervention actuelle. Et puis notre groupe doit également tenter de situer ses propres responsabilités, n'étant pas de ceux qui sont perpétuellement satisfaits d'eux-mêmes...

Cela dit, et avant les détails qui suivront, on peut dire que la crise qui secoue le mouvement anarchiste « officiel » en France découle directement d'une tentative de prise en main de la F.A. par certains éléments réunis au sein d'un organisme (l'Association pour l'étude et la diffusion des philosophies rationalistes ou A.E.D.P.R., nous dirons l'Association...) tendant à s'ériger en bureaucratie à l'intérieur de cette même Fédération. On nous dira que le

tas d'autres faits ont pu se brancher sur le phénomène bureaucratique : on a parlé de déviations « marxistes » (3), de complot situationniste et expliqué qu'il fallait se défendre contre ces gens-là, etc. Nous ne voulons pas fermer les yeux devant les possibles responsabilités de chacun et toutes les déviations peuvent être étudiées puis critiquées, combattues (à moins, comme le disait René Furth au congrès, qu'on **bloque** une discussion gênante en traitant l'autre de « marxiste » ou de « situationniste » ; l'anarchisme craindrait-il de se frotter à ces « ismes »-là ?), mais pour nous la cause essentielle de la crise reste la création, le développement et le **maintien**, nonobstant les « garanties » obtenues au récent congrès de la F.A., de l'organisme bureaucratique ayant nom l'Association. Ce **maintien porte en lui-même, inéluctablement, les crises à venir.** Des camarades, restés à la F.A., ne le croient pas. Souhaitons nous tromper.

Quoi qu'il en soit, nous regrettons de ne pas avoir expliqué en détail le mécanisme du phénomène O.P.B. Certes, nous n'aurions peut-être pas changé grand-chose en le faisant, du moins des camarades auraient-ils été édifiés devant le fontenisme brandi pour justement pratiquer un fontenisme cuvée 1967 ! Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. D'autre part, Maurice Joyeux, pittoresque figure des milieux anarchistes, dans un opuscule ronéoté et expédié par ses soins, avant le congrès, « aux militants anarchistes » — ou la sélection du leader (in)-digeste, pardon ! — et intitulé « l'Hydre de Lerne ou la maladie infantile de l'anarchie », promet d'écrire sa version du mouvement anarchiste d'après-guerre, en dépiautant l'O.P.B. au passage. Il a raison et comme nous pensons qu'on n'est jamais trop pour accomplir pareil travail d'Hercule, nous espérons apporter notre petite contribution à l'Histoire en donnant **notre** point de vue sur l'expérience vécue par quelques-uns d'entre nous.

Nous le ferons à notre échelle, celle de nos cahiers, en prenant notre temps et en soupesant nos mots, documents en main et souvenirs en tête. Ainsi les militants, ceux que l'on dit « inexpérimentés », pourront-ils juger sur pièces, en écoutant si l'on ose dire deux sons de cloches, ou du moins notre petite clochette. Puissent-ils se forger leur propre opinion. Voici ce que nous voulions apporter à un dossier qui pourrait être très constructif, instructif aussi... Parlons maintenant du congrès lui-même.

SUR LE CONGRES

Ce congrès fut, pour nous, fortement révélateur. En ce sens qu'il montra une cristallisation des différentes tendances composant l'Association (puisque celle-ci comprend, paraît-il, les trois principales tendances anarchistes : individualiste, communiste libertaire, anarcho-syndicaliste) unies, tous âges mêlés — ça n'est donc pas forcément une querelle de générations comme certains l'expliquent avec complaisance — dans une même défense rigide de l'Organisation pour elle-même, avec tous les risques bureaucratiques que cela comporte, comme devait le souligner un jeune camarade au cours de son intervention à la fin du premier jour. Nous en tirons pour notre part une autre conclusion : nous ne savons pas si l'anarchisme est inaliénable (4), mais ce que nous savons c'est que l'homme, aliéné dans son travail, ses loisirs, sa vie quotidienne, peut aussi l'être **par sa propre organisation révolutionnaire.** Cette question nous semble assez importante, assez grave, pour fournir matière

à amples débats, y compris, et nous l'espérons, au sein de la Fédération anarchiste elle-même. Le même phénomène peut s'appliquer à un groupe, c'est pourquoi nous espérons bientôt esquisser une « théorie des chapelles ». Mais n'anticipons pas trop et revenons au congrès.

Nous disions, en début d'article, ne pas être manichéens : oui, il est impossible pour nous que tout soit noir d'un côté, blanc de l'autre, la vie comprend aussi et heureusement des gris de toutes nuances, c'est sa richesse et sa difficulté, il faut en tenir compte si l'on veut éviter le fanatisme. Aussi, si nous reprochons leur sclérose aux inconditionnels de la F.A., on peut également remarquer les erreurs de certains opposants, quelle que soit par ailleurs la valeur de plusieurs interventions et critiques de fond faites par ceux qui allaient bientôt quitter le congrès, et la F.A...

Nous pensons qu'une critique, même violente et surtout si elle est violente, doit rester sur le terrain théorique. Nous considérons qu'il faut à tout prix éviter de **personnaliser** les problèmes, même si des individus posent un problème en eux-mêmes, par la fossilisation de leur pensée ou leur « mauvais caractère » (nous reviendrons plus loin sur ce dernier point). Ce n'est pas en collant une affiche, par exemple, contre tel personnage qu'on résout les questions gênantes, surtout au cours d'un congrès et, en pratiquant ainsi, on contribue à noyer le poisson, à ridiculement passionner le débat et, en définitive, à faire le jeu de la bureaucratie. Sur ce dernier point nous nous adressons, pourquoi le cacher, aux quelques groupes particulièrement influencés par les situationnistes, qui furent aussi de ceux à quitter la F.A. le 14 mai. Nous sommes d'autant plus à l'aise pour le faire que nous ne considérons pas, nous, qu'il soit anti-anarchiste d'étudier les positions situationnistes, pas plus que toute autre position d'ailleurs. Loin de nous par conséquent l'idée d'insulter quiconque avec une épithète, encore moins de bloquer la discussion. Nous essayons simplement d'y voir clair.

A PROPOS DES SITUATIONNISTES

On remarquera que nous n'avons jamais parlé des situationnistes dans « Noir et Rouge » ; indifférence ou méfiance de notre part ? Sincèrement non, tout simplement manque de place et urgences dans nos choix, ce qui ne signifie pas désintérêt et il est possible que nous confrontions nos points de vue sans cacher nos divergences, car nous pensons qu'elles existent. Et on verra bien si le grand méchant loup nous dévore.

Cela dit, le problème situationniste a servi de détonateur au sein de la F.A. à propos d'articles polémiques (5) et autres engueulades entre certains situationnistes et certains anarchistes. Prétexte pour « activer » la crise qui couvait ? Il est en tout cas remarquable de constater l'aveu involontaire fait par certains « sages » qui se croient très futés en parlant de complot situationniste contre la F.A. : après l'U.N.E.F., ç'aurait été le tour de la F.A. Mais c'est, en ce cas, reconnaître une **parenté entre l'organisation U.N.E.F. et la F.A.,** une même dégénérescence bureaucratique, puisque les situationnistes se proposaient précisément de faire exploser les contradictions intérieures de tels organismes : il nous semble qu'on ne devrait pas craindre la critique ou les entreprises situationnistes si l'on se savait inattaquable sur les plans éthique et théorique, non ?

Terminons cet aparté en rappelant que les anarchistes ont bien collaboré avec les surréalistes, loin d'être pourtant toujours d'accord avec nous. On a même vu, dans le « Monde libertaire » (6), des articles sur le lettrisme, avec le Lemaître de service, étrange oiseau s'il en fut. Cela a-t-il pour autant déclenché des drames ? Pas que nous sachions. L'anarchisme qui est ou devrait être une doctrine ouverte à la vie, aux échanges, aux discussions enrichissantes, va-t-il peureusement se replier sur lui-même, refuser la confrontation pour garder sa « pureté » ? Comme pour les camarades voulant étudier le marxisme et qu'on appelle « marxistes », c'est paralyser le dialogue, c'est un signe de faiblesse et non de force, c'est le contraire de l'anarchisme. C'est aussi favoriser, nous y arrivons, le règne de l'insulte.

L'INSULTE, ARME POLITIQUE ?

Puisque nous sommes au fond des problèmes et essayons de ne rien laisser de côté, même ce qui paraît le plus futile, consacrons quelques lignes à l'insulte au risque de faire hurler certains de nos lecteurs. Nous sommes résolument, absolument, contre l'insulte, tel que cela est encore trop pratiqué dans les groupes et organisations révolutionnaires et évidemment chez nous, anarchistes. Nous ne nous élevons pas contre l'insulte parce que c'est « vilain », nous ne sommes pas de belles âmes, comme dit l'autre, encore moins de petits saints, mais nous pensons, là aussi, que c'est trop facile, que cela stoppe, aussi, toute discussion et par là repousse les échéances difficiles, en favorisant les petits conflits d'individu à individu. Nous ne pensons pas que l'« argument » « petits cons marxistes » appliqué à certains opposants, ou « vieilles salopes » renvoyé aux membres de l'Association, amène quoi que ce soit de positif...

Oh ! nous ne sommes pas contre toute insulte par principe et, comme arme politique, on peut se référer aux lettres fameuses expédiées naguère par les surréalistes à Paul Claudel, aux directeurs d'asiles psychiatriques ou au premier de la promotion de Saint-Cyr, sans parler du scandale à propos du « cadavre » Anatole France. Mais cela avait une autre dimension... et comportait aussi plus de risques ! Et puis, de nos jours, le mot « con » est employé à tant de sauces qu'on a fini de désamorcer ce qui lui restait de valeur explosive... Nous pensons que si des camarades veulent absolument se défouler par l'insulte, ils peuvent encore utilement le faire en allant voir leur directeur, au lycée, à l'Université, au bureau ou en usine ; en donnant publiquement de petits noms d'oiseaux au président de la République ou autres célébrités, ils verront bien ce que ça donnera.. En ce qui concerne la confrontation, même brutale, entre révolutionnaires, nous sommes contre cette méthode.

De l'insulte à la calomnie il n'y a d'ailleurs qu'un pas et nous ne pourrions clore ce chapitre sans répondre à Joyeux (nous ne le citerons plus, qu'on se rassure) au sujet d'une allusion venimeuse quant à l'honorabilité du défunt camarade Zorkine, dans son « Hydre de Lerne ». A la page 27 de cet opuscule, il est fait mention du camarade Paul, « très discuté dans les milieux de l'émigration », reprise directe d'infamies lancées contre un camarade que nous connûmes (7) puis qui nous quitta pour aller à la F.A. numéro 2. Paul Zorkine était parfois abrupt dans ses rapports et de plus nous ne pratiquons pas le culte du « cher disparu », mais il nous semble inconcevable de salir un camarade, avec d'autant plus d'impunité que celui-ci est mort. Il n'y eut pourtant pas d'opposition à l'article passé dans le « Monde libertaire » (8),

alors ? On appréciera comme il convient la manière dont certains tentent, dérisoirement, de se débarrasser de contradicteurs qui furent peut-être trop coriaces de leur vivant... Nous ne nous attarderons pas plus sur ce qui nous paraît une malpropreté, mais ces choses-là aussi doivent être dites, car le « mauvais caractère » n'explique pas tout !

TENTATION DE L'EXCLUSIVE

Pour continuer sur le congrès, nous dirons qu'hormis les interventions constructives, trop rares, on y a aussi entendu de drôles de choses. C'est ainsi qu'après le départ des opposants, mis en demeure de quitter la F.A. puisque l'adhésion à celle-ci reconnaît de fait l'existence de l'Association, le congrès enfin « entre soi » pouvait se croire serein, toutes passions éteintes, et certains de se féliciter... Or, celles-ci devaient se rallumer avec quelques étranges propositions, entre autres un projet de recrutement en sept points proposé par le groupe Louise Michel. A cette occasion, on voit tout le mal qu'une conception, « organisationnelle » à tout prix risque de faire, car on en arrive, et c'est logique, aux mesures restrictives, draconiennes, chères à tous les partis politiques et on réintroduit par le biais des **clauses d'exclusion** : ainsi la mention que six mois de retard dans les cotisations (sauf explication valable du secrétaire de groupe au trésorier, soyons justes !) pourraient mettre « en dehors de la F.A. » tout groupe, voire individualité, coupable de cette carence. On goûtera tout le sel de la situation quand on saura que le groupe Louise Michel fut précisément exclu de la première F.A. pour de pareils motifs bureaucratiques, rigidement statutaires, en trois points cette fois. Or, le deuxième de ces points mentionnait l'exclusion du groupe L.M. pour non-paiement de ses cotisations et le Comité régional de la F.A. demandait « **SEULEMENT sur ce point où il est habilité pour le faire** » la radiation dudit groupe (9). N'insistons pas.

Après diverses gloses sur les camarades partis, sur les « valables » ou non, une autre proposition, non moins curieuse, était déposée par d'autres : établir une liste des « scissionnistes » afin de contrôler ceux-ci en cas de retour à la F.A. ! On doit à la vérité de dire que, comme les sept points, cette « liste noire » (et rouge ?) devait être repoussée, et rudement pour certains, par une grande majorité du congrès, ce qui prouve qu'il y a encore des camarades honnêtes à la F.A. Mais ce que nous n'acceptons pas, c'est le sort fait par beaucoup trop de camarades à ceux qui, logiques avec eux-mêmes, préférèrent quitter la F.A. Pour nous qui étions à la fois au congrès et à l'assemblée des « partants » réunis aussitôt après leur départ afin de voir leurs possibilités de travail (cela nous aide pour mieux comprendre la situation), nous considérons que maints camarades restés à la F.A. se trompent lourdement s'ils croient que ceux qui les ont quittés vont rester dans la nature en soupirant après un retour dans le giron qu'ils auraient lâché sur un coup de tête ! C'est du moins notre avis. A côté des éternels suiveurs ou de quelques individus murés dans leur patriotisme d'organisation, nous ne nions pas la sincérité et l'honnêteté de camarades demeurés à la Fédération pour y continuer le combat anarchiste ; nous pensons quant à nous que ce combat semble difficile. On verra bien. Quoi qu'il en soit, nous voulons assurer le mouvement libertaire dans son entier que les scissionnistes — nous nous excusons de ce mot incorrect — ne sont ni les fourvoyés ni les petits rigolos décrits par certains,

après leur départ. Outre que ces accusations sont ridicules, elles nous paraissent foncièrement malhonnêtes, car, par une dialectique subtile, on présente en coupables ceux qui eurent le seul tort de s'élever contre un état de fait bureaucratique inacceptable et d'en tirer les conséquences. Peut-être un jour les anarchistes dans leur ensemble leur rendront-ils justice, car leur action aura contribué à mettre nos faiblesses au grand jour. Et de cela, nous pensons qu'un grand nombre de camarades militants de la F.A. sont d'ailleurs conscients...

Pour notre part, ces camarades partis, nous leur adressons notre salut fraternel : Ils vont continuer leur action de militants anarchistes, sans, nous l'espérons, rancœur excessive. Sans volontarisme activiste non plus. En ce qui nous concerne, nous gardons un contact étroit avec tous, en province comme à Paris. Nous tiendrons nos lecteurs au courant.

En tant que groupe, notre contribution à ce qui **peut** être un nouveau départ si nous le voulons tous, restera à notre taille. Mais il est bien entendu que nos cahiers seront heureux de s'ouvrir à tout camarade ou groupe désirant travailler, loin des petites bagarres de bonhommes, sur des sujets qui nous enrichiront tous. C'est pourquoi il est possible qu'à l'avenir ces groupes donnent leur position dans « Noir et rouge », sous leur propre signature. S'il y a contestation, discussion, il y aura dialogue et notre groupe continuera d'exprimer ses propres idées, en toute égalité et respect des autres. Pas question pour nous de « déclarer la guerre » à la F.A. ou de la proclamer dissoute. Ça ne veut rien dire (ce qui signifie aussi que nous prenons position contre toute action irréfléchie). Mais ce que nous contesterions formellement, par contre, ce serait une prétention à l'**exclusivité** de la représentativité anarchiste, comme nous l'avons déjà fait en ce qui concerne le futur et prétendu congrès international (10).

L'ESPOIR

Avant de conclure nous voulons également aviser nos lecteurs d'un changement. On remarquera que le sous-titre de nos cahiers s'est allégé du mot « communistes » ; nous pensons en effet que la multiplicité des étiquettes ne signifie plus grand-chose : on a vu que différentes « tendances » pouvaient s'accorder sur une anomalie, espérons que le contraire pourra se faire pour un plus juste combat. C'est pourquoi nous devenons, tout simplement, « cahiers d'études anarchistes » ; il y a d'ailleurs déjà longtemps que nous désirions régler ce détail, c'est fait. Bien sûr, nous restons toujours partisans du communisme libertaire, mais les adjectifs supplémentaires ne feront pas avancer son avènement...

En de telles situations, il y toujours des camarades qui déplorent, lèvent les bras au ciel en disant : « Entre anarchistes, c'est triste, etc. » Pourquoi pleurer ? Ça ne sert à rien et puis, y a-t-il de quoi pleurer ? Nous dirions : oui, si le phénomène bureaucratique n'avait déclenché aucune réaction. C'est précisément la force, la vitalité de l'anarchisme que d'avoir permis un ressaisissement qui pourra un jour, et au-delà des querelles et des aspects apparemment négatifs, se révéler **positif**. De l'effort de tous les anarchistes, à la F.A. ou en dehors, peut résulter une renaissance et en cela la crise aura été utile. Le travail ne manque pas : discussions dans un bulletin de liaison prévu pour

un travail de recherche commun, préparation du Camping international (11) où des **dialogues** et non des « cours » devront être présentés à tous et par tous, des vies de groupes réelles et débarrassées de l'activisme que nos organisations empruntent bien trop souvent aux partis politiques, confrontation de groupe à groupe, de revue à revue, bref un anarchisme **vivant**.

Nous avons été longs, nous ne nous en excusons pas, car nous pensons qu'il le fallait. S'informer, informer : telles sont les bases essentielles d'un nouveau départ. Remettre en question aussi, car, nous l'avons souvent dit, en ce sens **le doute** est révolutionnaire. Si nous avons pu communiquer aux camarades notre espoir et nos raisons renforcées de combattre, nous estimerons avoir fait notre part de travail. Et œuvrer pour l'anarchisme signifie pour nous, bien au-delà de l'étiquette, œuvrer pour une véritable libération de l'homme, pour la Révolution. Car les barricades ne sont pas toujours celles de la rue, mais celles que l'intolérance et le refus de « l'air libre » élèvent en nous-mêmes.

NOIR ET ROUGE.

---

(1) « A-t-on renoncé à la Révolution ? », suivi des notes (« Noir et Rouge » numéro 36). « Leçon de la Révolution espagnole » (« N. et R. » numéro 37) entre autres.

(2) « La F.C.L. et les élections de janvier 1956 », numéro spécial de « N. et R. » sur « Anarchisme, Parlement et élections » (ce numéro 9 est épuisé).

(3) Au P.C., les déviationnistes sont actuellement très souvent exclus pour « déviations de type anarchiste ».

(4) Explication de la chose dans le « Monde libertaire » (numéro 124, p. 16).

(5) Voir « Monde libertaire » numéros 127, page 12, et 128, pages 4 et 12. Enfin et surtout, la fameuse brochure « De la misère en milieu étudiant » ! (Le Pavé, B.P. 323 R 8, Strasbourg).

(6) « Où en est le mouvement lettriste », numéro 94. « Les ouvriers et le lettrisme », numéro 95 (articles de Jean Rollin).

(7) « Paul Zorkine » (« N. et R. » numéro 22), article écrit par Théo le 23 octobre 1962.

(8) « Vie et mort d'un militant anarchiste » (« Monde Libertaire », numéro 83, page 3) par Rolland.

(9) « Le Trait d'union » (sic), bulletin intérieur de la F.A. deuxième région, décembre 1952 (page 5).

(10) « N. et R. », numéro 37, page 4.

(1) Du 3 juillet au 1er septembre, au lac de Come (Italie). Adresse exacte du lieu : « Boschetto Rosselli » (Piano di Spagna), Comune di Sorico (Como). Toute correspondance pour informations : Comitato camping. c/o Circolo Sacco e Vanzetti. Viale Murillo, n° 1, MILANO (Italia).

Dernière minute. — *Nous ne pensions pas si bien dire en condamnant les actions irréfléchies, à moins qu'elles ne soient trop réfléchies, ce qui peut se rejoindre... Au moment de mettre sous presse, nous apprenons deux faits : 1°) des affiches signées « Internationale anarchiste » — voir notre dernier édito sur « le bidon » — proclament la F.A. dissoute au congrès de Bordeaux ! Nous croyons savoir que cette Internationale se compose des 2-3 groupes « anarcho-situationnistes » déjà mentionnés dans cet édito et qu'on ne saurait confondre avec l'ensemble des scissionnistes, si c'est cela qu' « on » veut. Nous avions déjà dit à Bordeaux ce que nous pensions des affichettes apposées, si pratiques pour*

amalgames faciles... 2°) un commando, composé des Internationaux déjà cités et de situationnistes bon teint, a entrepris un raid à la librairie de notre ami Georges Nataf « La Nef de Paris » où ces révolutionnaires en mal d'activisme puéril ont cochonné la quasi-totalité des bouquins se trouvant là (à quand l'autodafé ?) sous le prétexte d'un « règlement de comptes ». Ces deux actes ont un fond commun : un certain infantilisme. A moins, nous le répétons, qu'il ne s'agisse de subtiles grandes manœuvres...

Tout ça change-t-il quelque chose à notre présent éditorial ? Nous pensons au contraire qu'il précisera encore mieux notre position. Après la bureaucratie, on voit que l'aventurisme ne perd pas de temps... Tout cela promet de belles et bonnes représailles en chaîne (la mode est à l'escalade) et beaucoup de temps perdu. Devant ces nouvelles tentatives de noyer les problèmes, en faisant d'ailleurs le jeu de qui l'on prétend combattre, *nous affirmons qu'il est possible, nécessaire, vital de rester sur le terrain de la discussion de fond des problèmes, et réserver ses coups pour la bourgeoisie.*

N. et R. ce 19 juin.

L'AUTOGESTION EN ALGÉRIE (suite)

Dans nos précédents numéros, 35, 36 et 37, nous avons essayé de constituer un dossier de faits, et de décrire l'autogestion algérienne. Nous présentons ici d'abord très brièvement les nouvelles les plus récentes à ce sujet, puis une critique et quelques éléments de conclusion.

EVOLUTION RECENTE DE L'AUTOGESTION

Les dernières nouvelles venues d'Algérie montrent que l'autogestion, même prise au sens large, subit des coups. On pourrait distinguer trois sortes d'offensives gouvernementales. La première, la plus simple, est **la restitution au propriétaire.**

Le mépris total que montre le gouvernement « socialiste » de Boumedienne envers les travailleurs s'est montré à plein dans le cas Bouthiba : les travailleurs voyant débarquer chez eux le préfet, l'ex-propriétaire et leur suite et apprenant qu'ils retravaillent désormais pour Bouthiba : un simple changement de patron : Bouthiba à la place de l'Etat. Mais les travailleurs du domaine qui se faisaient une autre idée de l'autogestion, en faisant appel à la solidarité de toute la région, ont obtenu l'annulation de la mesure. Par contre, certaines des restitutions qui ont suivi sont toujours maintenues, sans doute parce que dans ces domaines, la domestication des travailleurs avait été réussie, ils n'ont pas réagi. C'est notamment le cas du bachaga

Hamma Bel Hadj (Bengana), qui a récupéré tous ses biens. Il a pu racheter la récolte de dattes du secteur autogéré aux autorités et on lui aurait même fait des propositions pour occuper des responsabilités administratives. La classe dirigeante est faible ! un notable de plus, ça peut servir. (Bull. PRS, février 1967) (1).

DEUXIEME MOYEN, LA TRANSFORMATION DES DOMAINES EN « COOPERATIVES »

Un prototype de « coopérative » : « Aissat Idir » à Blida. (Trois fermes, hôtels, commerces, imprimerie, entreprises du bâtiment, 1400 à 1700 travailleurs.)

Fondée et pourrait-on dire dirigée par le soi-disant syndicaliste Boudissa et ses petits amis, elle est « menée » exactement comme une entreprise privée et même très autoritairement. C'est une sorte de trust commercial qui a torpillé les comités d'autogestion de la région. Beaucoup vantée sous Ben Bella (et Boumedienne), actuellement un voile pudique a été jeté sur ses activités. Il y aurait un déficit de 250 millions de francs anciens.

Autoritarisme et escroquerie, les deux grandes qualités de toute classe dirigeante, sont actuellement plus voyantes en Algérie. Le directeur des coopératives de l'ANP (l'armée qui s'est appropriée des domaines avec leurs travailleurs, et les fait travailler pour l'Etat-major, en « coopératives » !). Douchiche Abdelmaji a obtenu un prêt de 2 milions de DA (= NF) pour ces « coopératives » — en échange il a construit pour le ministre Kaid Ahmed une villa de 150.000 DA. (Bull. PRS, nov. 1966, numéro 10.)

Il s'agit donc d'annexer le secteur autogéré à ce mouvement et de l'aligner sur ces positions. Dans pas mal de cas ça risque de ne pas faire trop de différence.

Monserrat, dans le « Monde Libertaire », mai 1967, décrit une ferme autogérée à Ténès où, d'après le directeur lui-même, « l'autogestion n'avait été qu'un simple changement de patron et leur seul but (aux travailleurs) était la revendication ».

A. et H. Gérard, dans « S. Ou. B. » 38, ont cité un exemple assez semblable (été 1964). Et un camarade qui travaille dans les oasis nous disait que maintenant quand on veut là-bas désigner un travail forcé, on parle par dérision de « travail socialiste ».

En Kabylie par exemple, où les anciens domaines des colons sont soit autogérés, soit entre les mains des Habous (ministère des Affaires religieuses), on assiste depuis quelque temps au transfert de ces terres à des coopératives d'anciens moudjahidines (novembre 1966, Bull. PRS. numéro 10).

En Oranie, nous savons que plusieurs domaines ont été aussi livrés sous ce prétexte à l'armée, et notamment le domaine « Zaïr Houarï » (dont nous avions parlé, numéro 36). Le système d'organisation y est celui de la discipline militaire, et ces « coopératives » n'ont rien de coopératif.

Pour l'autogestion industrielle on avait aussi essayé des restitutions. Il y a également la nationalisation, parfois appelée aussi autogestion : les hôtels, les cinémas sont autogérés sans comités de gestion ! (2).

Pour couler ce qui reste il suffit de favoriser encore plus le secteur privé. Le code des investissements (novembre 1966) cherche à stimuler l'investissement de capitaux algériens dans les petites et moyennes entreprises industrielles. « Dans les milieux algériens intéressés », lisez, la bourgeoisie algérienne, « le nouveau code des investissements est généralement considéré comme un cadre acceptable : **plusieurs projets intéressant les industries alimentaires, l'emballage et le tourisme ont déjà été déposés,** qui témoignent d'une certaine confiance ». On remarquera que c'est précisément dans le secteur des petites et moyennes entreprises que l'autogestion industrielle existe. Le code des investissements, en favorisant l'entreprise privée, n'aide donc guère l'autogestion. La collusion avec l'Etat français apparaît à certains détails. Lorsque la Chambre de Commerce d'Alger crée un « Bureau de Promotion industrielle » pour « aider les milieux d'affaires à participer aux investissements », la mise sur pied en est confiée à un expert français. Et c'est une délégation de **commerçants et de petits industriels algériens,** et non de représentants de l'autogestion, qui se rend en France au deuxième Salon international de l'Alimentation.

IIIe partie : CRITIQUE

L'AUTOGESTION : UNE LUTTE

Il faut, après avoir essayé de décrire l'autogestion, la critiquer, c'est-à-dire au fond se poser la question : quelles étaient, quelles sont les chances de l'autogestion, mais il faut par-dessus tout éviter les jugements hâtifs. Il est discutable de voir superficiellement un ou deux exemples au cours d'une visite en Algérie, puis de dire ou bien : « L'autogestion, c'est magnifique, voilà comment il faut faire en France », car c'est finalement se transformer de bonne fois en propagandiste sans voir la réalité ni en France ni en Algérie, ou bien : « L'autogestion, ça n'existe pas, peut-être au début et encore » (3).

Ces deux types de jugement proviennent d'une erreur de méthode et d'une erreur d'optique : erreur de méthode parce que, si vivant que puisse être le coup d'œil personnel sur place, il ne permet pas d'expédier le problème en dix lignes. Mais surtout une erreur d'optique — on dirait que les anarchistes qui vont en Algérie s'attendent à trouver la Société Autogérée, le rêve descendu en bloc sur la terre, la Jérusalem céleste à la portée de la main. Les uns sont déçus, les autres veulent continuer à rêver. Mais tant qu'il y a un Etat et une classe dirigeante, il y a un combat (et même après). Il n'y a pas d'autogestion en Algérie ? En un sens, c'est vrai, mais il n'y en a jamais eu même au début, il y a une lutte pour l'autogestion par l'autogestion. Et à son tour la classe dirigeante a riposté avec son arme favorite : coiffer le mouvement, le contrôler en commençant par abonder dans son sens, faire des discours pour le socialisme, etc., puis sous le manteau faire le contraire, saboter, désorganiser,

asservir pour dégoûter les travailleurs des mots eux-mêmes qui désignaient leur liberté. Parler d'autogestion, c'est décrire ce front parfois ambigu de la lutte entre certains travailleurs algériens et leurs maîtres. L'autogestion dans nos sociétés actuelles ne peut être autre chose qu'une lutte — une lutte véritable parce qu'elle est en accord avec la fin qu'elle se propose.

Mais si elle cesse de lutter, elle est récupérée par la répression. Et c'est une lutte, donc quelque chose de variable dans le temps, suivant les endroits, et non quelque chose de statique qu'on peut juger après un mois d'été, comme si on avait visité un monument officiel.

Nous ne dirons donc pas s'il y a ou non de l'autogestion en Algérie. Pour nous, ce qui nous intéresse dans cette conclusion, c'est poser le problème : quelles étaient les chances, quelles sont encore les chances de l'autogestion.

Pour essayer d'éviter les pronostics de café du Commerce, où nous risquons de tomber, nous donnerons plusieurs fois la parole à des textes critiques écrits par des Algériens en réservant nos critiques personnelles pour les endroits où les leurs ne se sont pas aventurées.

L'AUTOGESTION : UNE NECESSITE ECONOMIQUE

L'autogestion en Algérie (et sans doute dans tous les pays sous-développés) ne posait pas seulement le problème de la révolution, mais en même temps celui du décollage économique. Le marasme du tiers-monde est lié à son pillage économique par les classes dirigeantes des pays industriellement développés aidées par les classes dirigeantes locales, autrement dit le néo-colonialisme. Actuellement en Algérie, c'est la « France » relayée par l'« Amérique ». Le gouvernement américain distribue de temps en temps du blé aux affamés. Et en échange, il contrôle les secteurs intéressants de l'économie algérienne, ainsi la Sonatrach, créée en 1964, qui a la haute main sur les questions pétrolières (le gouvernement russe envoie des avions Mig à Boumedienne, en échange il bénéficie d'influence politique, et dans l'armée). Effectivement, les fellahs subsistent surtout grâce au blé américain : au mois de mai 1967 on apprenait que les U.S.A. fournissaient deux millions de quintaux de blé à Boumedienne.

Contrairement à ce que répètent les bourgeois bien informés, le Tiers-Monde est riche, même si les gens y meurent de faim. Le problème est le mode d'exploitation de ses matières premières, par l'édification d'une industrie. Mais pour investir dans une industrie il faut accumuler un capital, la grande question des pays sous-développés est : **comment se fera l'accumulation du capital ?** Par l'appel à la « charité » des grandes nations, par la trique ou par l'élan collectif ?

En fait, il n'y a pas trois possibilités, il n'y en a que deux, car les classes dirigeantes des pays du Tiers étant trop faibles pour tenir la situation en main, font appel aux grandes nations. La charité va avec la trique, et Boumedienne et sa classe ne sont que les courtiers de Johnson (ou à un moindre degré de Brejnev) exigeant une part du gâteau — et ils appliquent aux travailleurs la loi d'airain — le minimum pour que marchent les seuls secteurs économiques qui les intéressent ; pour le reste, la faim.

Le seul moyen pour en sortir aurait été que les travailleurs accumulent eux-mêmes le capital. Un projet de réorganisation de la Kabylie le constatait : « ... un taux optimum (d'accumulation de capital) qui doit être le but recherché, ne peut résulter de la contrainte subie par les travailleurs. Celle-ci entraînerait une dépolitisation... un esprit d'irresponsabilité sociale généralisée ».

L'autogestion était économiquement la seule issue. Pas le paradis socialiste pour demain, mais les travailleurs autogérés qui doublaient la production et la livraient intacte alors qu'ils n'étaient pas payés depuis trois mois et qu'ils travaillaient le ventre creux, montraient à quel degré d'héroïsme quotidien peuvent en arriver des gens qui espèrent enfin être libérés du salariat.

En Algérie, le choix était donc ou l'autogestion ou le blé américain. Les travailleurs avaient choisi l'autogestion — le blé américain, c'est Boumedienne, l'armée pléthorique, les nouveaux capitalistes. Mais les « réalistes » bourgeois préfèrent présenter l'autogestion comme une fantaisie idéologique sans intérêt et sans influence sur le développement économique — ce genre de raisonnement traîne actuellement partout, dans « le Monde », « les Echos », etc. Le voici tel qu'il est développé par G. Leval (nous donnons le texte presque in-extenso, c'est nous qui soulignons)

« Au-dessous des faits politiques, il y a une réalité de fond, économique et sociale ; il y a l'impossibilité matérielle de donner à un peuple des conditions d'existence même moyennes, d'améliorer sa vie de tous les jours d'une façon qui réponde aux promesses qu'avaient laissé entrevoir les illuminés ou les démagogues de l'indépendance nationale. »

« Au risque de nous voir traités de colonialistes par les plus exaltés ou les plus ignares, nous avons soutenu cette thèse que le mieux était de conquérir l'indépendance nationale (puisqu'on y tenait) par étapes, à la fois politiques, économiques et sociales. On aurait ainsi évité une guerre atroce... **La vérité était que depuis 1944, une évolution favorable était déclenchée, chez les gouvernants même** (4)... On a préféré la guerre, le massacre et l'aventure. Et on est maintenant empetré dans une situation inextricable que les changements de gouvernement, **ni même les essais de « socialisme algérien », avec ou sans autogestion, n'améliorent pas sur un plan général ».**

« **Le résultat est que si les Etats-Unis n'alimentaient** pas depuis belle lurette et **gratuitement près de la moitié de la population algérienne,** si l'Algérie ne vendait pas une bonne partie de son vin à la France, si les techniciens français n'avaient pas trouvé le pétrole du Sahara, s'il n'y avait pas en France 500.000 travailleurs algériens, si de Gaulle ne soutenait pas, pour des raisons de politique internationale et peut-être avec une vision profonde de l'avenir, le régime post-colonialisme, tout se serait effondré depuis longtemps. »

« De tout cela il se dégage une leçon : ce ne sont pas les hommes politiques, les agitateurs, les démagogues, les faiseurs de haine qui doivent **guider ou déclencher certains mouvements historiques, mais avant tout, les sociologues** capables de déterminer les tactiques ou la stratégie les plus adéquates. Quitte à être taxé de réactionnaire par des gens que nous préférons ne pas qualifier, nous disons que seul Gandhi a montré le chemin le plus efficace et le moins dangereux » (5).

(« Leçon algérienne », Cahiers de l'Humanisme Libertaire, revue d'études sociologiques, juillet 1965.)

Cette citation est caractéristique : dogmatisme économique, prétention des « sociologues » à « guider scientifiquement », mépris des masses, ignorance du sentiment de dignité humaine même dans un sens national, confusion sur le rôle du colonisateur-bienfaiteur, idéalisation de l'altruisme américain, etc. On a presque honte d'avouer que Gaston Leval a été anarchiste... et continue à se considérer comme libertaire.

L'AUTOGESTION AGRICOLE : UNE MAUVAISE ORIENTATION DES STRUCTURES AGRAIRES : SES LIMITES

Le problème est simple : la majorité des bonnes terres de plaine appartenait aux Européens et à quelques très riches Algériens, et était exploitée pour la plus grande partie de sa surface sur de grands domaines avec des méthodes modernes. Les fellahs étaient repoussés sur les bords des montagnes, les plateaux, les terres sablonneuses, bref toutes les mauvaises terres à faible rendement. Ils les exploitaient par petits lopins. « Il y avait d'un côté la forêt avec le garde champêtre et de l'autre côté la terre du colon. Nous, on était sur le roc » (réponse d'un fellah à l'enquête de Rév. et Trav. : « Pourquoi la Révolution ?, 29 oct. 1965). La différence a été accentuée par les modes d'exploitation modernes. Les grands domaines exigeaient peu de travailleurs, les bonnes terres étaient peu peuplées. Les mauvaises étaient surpeuplées. Un domaine comme celui du Keroulis, par exemple, de 2300 ha, n'employait que 43 ouvriers au mois, 400 ouvriers journaliers et 1200 saisonniers seulement pour la vendange (6). Et dans l'arrondissement d'Aïn Temouchent, où se trouve Keroulis, on comptait en 1963 8.000 travailleurs permanents pour 20 à 25.000 occasionnels (Launay, Paysans Algériens, p. 62). Pour l'Algérie toute entière, 438.483 petits fellahs ayant moins de 10 ha dont un quart moins de 1 ha !

Or, rien n'a changé du point de vue de la répartition démographique : 200.000 travailleurs autogérés vivotent sur les grands domaines dont la production est livrée à l'Etat (ils sont peu ou pas payés, mais ils mangent un peu), 450.000 saisonniers grattent des miettes à la porte des domaines autogérés, 450.000 fellahs ayant moins de 10 ha sont toujours sur les cailloux et la forêt dont ils sont censés tirer leur nourriture, ce qui est, vu leur nombre, matériellement impossible même avec de meilleures structures sociales, même avec un bon matériel (7). Tous ces affamés continuent à regarder les gros domaines (plus ou moins autogérés). Certains partent en ville : ils grossissent le nombre des chômeurs (1 million) puisqu'il n'y a pas de travail en ville. Tout cela est justifié par une notion abstraite de « rentabilité », abstraite donc réactionnaire. Certains comités de gestion ont essayé, par le biais de la titularisation des saisonniers, de grossir le nombre des consommateurs. Le gouvernement a réussi à enrayer le mouvement là où il existait. Ainsi politiquement le fossé se creuse entre les travailleurs autogérés et les fellahs. Un correspondant du bulletin du PRS (10 nov. 1966) en donne un exemple pour la Kabylie. Il rappelle l'état des terres : déjà pauvres, champs en friche, couche arable endommagée par les bombardements, arbres brûlés au napalm, cheptel décimé...

« Leur situation véritablement tragique pousse les fellahs pauvres à envier et à critiquer sévèrement leurs voisins immédiats, les travailleurs de l'autogestion... cette attitude est générale et entachée d'une mauvaise foi évidente. Ainsi les conditions climatiques ont été mauvaises dans tout le pays cette année, mais le paysan ne l'admettra pas pour la ferme autogérée voisine. Pour lui, si la récolte n'a pas été bonne, c'est parce que les ouvriers agricoles ont fait du mauvais travail.

» Quant aux ouvriers des fermes autogérées, ils sont pris entre deux feux : un pouvoir qui les sabote et les fellahs qui les haïssent ; et parfois les **ouvriers permanents** gardent leurs récoltes fusils en mains (exemple : ferme autogérée de Haussonvillers à 70 km d'Alger, sur la route de Tizi Ouzou). »

Ainsi des miséreux à peine ou pas du tout payés, mais qui arrivent à manger un peu par des prélèvements furtifs sur les « récoltes socialistes » empêchent d'autres miséreux, ceux-là complètement affamés, de se jeter sur les mêmes récoltes pour les consommer.

La solution économique n'est évidemment pas de faire venir tout le monde sur le domaine autogéré (surtout que la production de vin ne peut servir ici à la consommation). Elle n'est pas non plus dans une sage réforme agraire réservée aux fellahs (d'ailleurs pratiquement impossible, le mal est trop grand). Elle est, ou elle était, dans une réintégration des mauvaises terres dans le circuit économique de l'autogestion, avec évidemment une réorganisation aussi de la production des « mauvaises terres » ; une terre n'est pas forcément mauvaise pour tout, quand on a beaucoup de main-d'œuvre inemployée. Cela ne pouvait se faire que par des modes d'organisation collectifs volontaires qui pouvaient être impulsés par les domaines autogérés, mais il aurait fallu immédiatement libérer une part de la production autogérée pour la consommation en ne réservant que le strict nécessaire aux investissements. Il aurait fallu compter sou par sou, tenir compte de la consommation et penser d'abord en termes collectivistes (8).

Mais la classe dirigeante pense d'abord à elle-même, elle gaspille l'argent, et les investissements qui se font sont ou étrangers, et dans ce cas ils sont grandioses mais superficiels et ne permettent pas un démarrage économique collectif (pétrole) — ou bien ce sont des investissements « folkloriques » sans perspectives (ateliers de poteries ou de meubles berbères en Kabylie — on produit du pittoresque pour les maîtres). L'imprévoyance de nouveaux riches grisés par leur succès qui caractérise la nouvelle classe dirigeante algérienne se retrouve en ce qui concerne non les modes de production, mais la production elle-même.

360.000 ha de vignes (dont 330.000 dans le secteur autogéré) donnent près de la moitié de la production végétale algérienne (13 millions d'hectolitres par an). Production inutile à la consommation intérieure (à cause des préjugés religieux, et de toute façon, on ne se nourrit pas d'abord de vin). Si on arrive à l'exporter, elle est d'un bon rapport (elle rapporte 50 p. 100 des devises du nouvel Etat algérien).

La place même attribuée à l'autogestion agricole, la plus importante, dans l'agriculture algérienne, était donc une position fausse. Il fallait unifier la condition des paysans ou voir se creuser un fossé entre l'autogestion et les petits fellahs, une minorité et une majorité.

Mais si la bourgeoisie française acceptait de freiner la production en France, pour faire rentrer celle des gros colons, elle allait se faire tirer l'oreille pour consentir la même préférence en faveur de ses concurrents algériens. D'autant plus que même dans les pays gros consommateurs, la consommation de vin est partout en baisse lente mais régulière. Comme les domaines autogérés ne sont pas équipés pour garder le vin, la majeure partie de l'effort de production du secteur clé de l'économie algérienne sera perdue.

LA REFORME COMMUNALE

Dans un système autogéré, donc fédéraliste, on a souvent insisté sur l'importance de la cellule de base, la commune. Là encore, l'héritage du colonialisme est resté tel quel. Avant l'indépendance, sur 1525 communes algériennes, on peut dire en gros que seules les villes avaient un conseil municipal (d'ailleurs presque entièrement formé d'« Européens »). Dans les campagnes, la guerre a détruit l'organisation communale même, en empêchant les élections (qui n'auraient pu être que truquées) et on avait remplacé les conseils municipaux par des « délégations spéciales », nommées et composées de notables.

Après l'indépendance, le nombre des communes est ramené à 675, mais elles continuent à être administrées par des délégations spéciales nommées par le préfet, le Parti et l'Armée (9). La charte d'Alger avait pourtant déclaré très justement :

« L'option socialiste, le fonctionnement harmonieux de l'autogestion, la nécessité de donner aux collectivités locales des pouvoirs réels, impliquent une refonte administrative radicale dont le but doit être de faire de la commune la base de l'organisation politique, économique et sociale du pays. Outre ses fonctions administratives, sociales et culturelles, la commune doit disposer des pouvoirs lui permettant de procurer les conditions de développement et d'amélioration de la situation culturelle au sein de la commune, d'orienter le développement économique, d'orienter une part du revenu réalisé dans la commune vers la satisfaction des besoins économiques et sociaux, d'adapter les intérêts de ses habitants aux intérêts généraux de la société et de stimuler enfin le progrès des organisation économiques et celui de la productivité du travail. Pour augmenter son efficacité, l'organisation communale doit prévoir au sein de la représentation des citoyens, une représentation particulière de l'ensemble des producteurs (autogestionnaires, coopérateurs, etc.). »

Les décrets de mars 1963 prévoyaient la création dans chaque commune d'un Conseil communal d'animation de l'autogestion, composé des précidents des comités de gestion, d'un représentant du parti, de l'UGTA, de l'ANP et des autorités administratives de la commune. Nous avions déjà signalé les dangers d'une telle organisation pour l'autogestion, qui est minoritaire en

face des représentants du pouvoir. La pratique a confirmé ces dangers, dans les cas où les conseils ont existé, car en général ils n'ont pas existé. Quand les conseils n'ont pas existé, c'est l'ONRA qui a directement contrôlé les comités de gestion. Quand ils ont existé, les représentants de l'autogestion n'ont pu faire entendre leur voix, face aux représentants du pouvoir. La **nomination** des autorités administratives y a été pour quelque chose : selon F. d'Arcy, dans le département de Constantine (commune moyenne : 20.000 ha et 15.000 habitants), une minorité de délégations spéciales seulement possèdent des délégués membres de comités de gestion. Le plus souvent les conseils communaux n'ont rassemblé que des représentants du parti et des « autorités municipales », des notables.

Le régime des délégations spéciales ne devait durer que le temps qu'il faudrait pour procéder à des élections municipales. Promises dès le début par Ben Bella, elles devaient avoir lieu avant la fin de 1964, mais elles furent constamment repoussées. Du coup, le système s'installait, les organismes de tutelle contrôlaient complètement l'autogestion, faute de conseils communaux. Dès après le 19 juin, Boumedienne promet les élections communales (leitmotif pour faire marcher les masses populaires).

Comment ont été organisées ces élections (5 février 1967) ?

> « Les candidats, précise une brochure du FLN, seront choisis par le FLN et devront avoir un passé sans tache, durant la phase armée de la Révolution » (Le Monde du 20-11-66).
>
> « Ce choix aurait été beaucoup plus appréciable pour les masses populaires s'il avait été un peu plus large, étendu au niveau de toute la masse travailleuse, a déclaré, au cours d'un débat publié par Révolution Africaine, un membre de l'UGTA » (Le Monde du 21-1-67).
>
> « Plus que les textes officiels, c'est le discours de Boumedienne du 20 janvier 1967 qui nous a éclairés sur la conception de la commune des dirigeants actuels Mis à part le problème des listes uniques et celui de la liberté de vote dont nous parlons ailleurs, c'est la conception de la place et du rôle de la commune qui est la plus critiquable. Cela n'est pas étonnant puisque dans la préparation de la réforme « ont été associées toutes les autorités du pays ; l'avant-projet a été débattu dans tout le pays par le parti, l'administration, par le gouvernement et le Conseil de la Révolution ».

A aucun moment les travailleurs ni les masses deshéritées n'ont été associés à l'élaboration du projet. Le pouvoir s'est seulement inquiété de l'opinion des membres de l'appareil d'Etat, et dans le but d'avoir leur appui (nécessaire) pour la mystification électorale. Le résultat est que la commune devient « la première unité administrative » et les conseillers communaux, « quant à eux, leur rôle est de renforcer la confiance à l'égard de l'administration et du parti ». On ne peut être plus clair. « Les nouvelles communes seront les appendices de l'administration dont elles deviendront les instruments d'exécution » (Bulletin du PRS, février 1967).

La centralisation existant déjà sous Ben Bella est donc renforcée, les communes détournées de leur rôle d'unités économiques, en liaison avec la poursuite de l'étouffement de l'autogestion.

LA CRITIQUE EST L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

De tout cela, les travailleurs, ou certains d'entre eux, ont été conscients. Nous avons comparé les comptes rendus de quatre congrès. Les pré-congrès des travailleurs de la terre de Blida, de Tiaret, d'Alger (Algérie dans le Monde, nov.-décembre 1964, citant Révolution et Travail) et le Congrès général de la Fédération des travailleurs de la terre (compte rendu dans « l'Algérie caporalisée » de D. Guérin). (Ce congrès avait pourtant été bien préparé, il y avait 300 délégués du ministère de l'Agriculture, pour 400 délégués des travailleurs.) Résumons les critiques.

D'abord les critiques sur le parachutage : celui de pseudo-présidents de comités de gestions, celui de pseudo-délégués à ces congrès même, qui débouchent sur une critique de la commercialisation bureaucratique par les SAP (voir plus haut) et sur une critique de la tutelle incapable exercée par l'Office National de la Réforme Agraire.

> « Les fonctionnaires de l'ONRA nous viennent en 404 et nous disent qu'il n'y a plus d'argent pour employer les ouvriers chômeurs... Frères, je suis délégué du pauvre ouvrier, je ne suis pas délégué du ministère de l'Agriculture. Cette fédération doit être la fédération des ouvriers de la terre, et non la fédération du ministère de l'Agriculture. »
>
> « L'ouvrier est persécuté par la SAP. Nous travaillons mieux qu'eux, de l'aube jusqu'à 9 h du soir, et nous réussissons le socialisme qu'ils veulent détruire » (10).
>
> « Il faut que l'ONRA et les chargés de gestion mettent fin à leurs interventions dans les affaires des ouvriers. »

Des mesures sont proposées qui montrent que certains délégués ont vu le danger de coupure de l'autogestion et de la paysannerie pauvre :

— Titularisation des ouvriers saisonniers après six mois de présence (pour éviter les « saisonniers à vie » sans droits d'autogestionnaire).

— « Aider les pauvres paysans de 5 ha. »

— Créer des Unions paysannes et des coopératives de consommation, ce qui permettrait d'éliminer les spéculateurs.

— Alliance des ouvriers des villes et des campagnes pour lutter contre les « nouveaux colons ».

— « Le point important, frères, c'est qu'il faut installer un **contrôle strict sur tous**, de l'ouvrier jusqu'à Ben Bella. »

— « Nous voulons un syndicat révolutionnaire et fort qui **impose nos propres décisions.** »

(Interview. Révolution Africaine, 7 août 1965.)

Pour les entreprises autogérées industrielles, la grande faiblesse est qu'elles sont peu nombreuses et le plus souvent petites. En 1964, sur environ 450 unités :

— 30 p. 100 concernent le bâtiment (hyperdéveloppement/aux besoins).

— 25 p. 100 sont chargées de la transformation de produits agricoles.

— 4 à 6 p. 100 forment une partie du secteur industriel de base (l'essentiel étant constitué par ACILOR et les VAN, Verreries de l'Afrique du Nord).

— 45 p. 100 des unités à faible production dont la dimension voisine celle de simples ateliers (Marill, p. 211-212).

Il leur fallait donc à la fois augmenter leur solidarité, s'organiser par elles-mêmes (fédéralisme) et aussi s'augmenter au détriment des secteurs privés ou nationalisés.

A dire vrai, il s'agit d'un secteur marginal — aux résultats modestes — qui n'intéresse pas les autorités, d'où une liberté des élections (au contraire de l'agriculture). On ne trouve en effet que cinq entreprises ayant des centaines d'ouvriers, au total environ 15.000 travailleurs (selon D. Hélie).

Le problème de la planification fédéraliste a été vite vu, et dès mars-avril 1964, un éditorial de Révolution et Travail déclarait :

> « A l'heure actuelle chaque unité de production vit ses problèmes particuliers ; les perspectives d'une solidarité agissante d'où doit se dégager une action positive concertée restent par conséquent limitées — **or, c'est par la liaison étroite entre eux que les comités de gestion pourront envisager les problèmes à l'échelle nationale.** Du prochain congrès de l'autogestion industrielle doit nécessairement sortir un organisme permanent. »

Un tract signé « Comité de défense des acquis de la Révolution socialiste » circulant à Alger dans les jours suivant le 19 juin déclarait :

> « On ne peut prétendre construire le socialisme en maintenant les privilèges d'une minorité de bourgeois et de bureaucrates qui tirent leur opulence de la misère du peuple. Pour réaliser le socialisme, il faut développer l'autogestion, donner la terre à ceux qui la travaillent, **il faut chasser tous les patrons**, supprimer tous les privilèges (...). Ouvriers, paysans, pauvres, djounouds, fonctionnaires :
>
> — Organisez le contrôle ouvrier de la production capitaliste.
>
> — Empêchez toute atteinte aux Décrets de mars.
>
> — Emparez-vous des terres de féodaux et distribuez-les. »
>
> (Cité par Prioré, « Lutte des classes et syndicalisme en Algérie », automne 65.)

Dans le même article, Prioré déclare : « (la seule solution est de) ... planifier l'industrie socialisée mise soit en autogestion, soit sous le contrôle des ouvriers. » La même distinction se trouvait dans un tract libertaire récent : « La Pouvoir est maudit », on opposait à l'autogestion, mauvaise, le contrôle ouvrier, bon. Ça paraît surtout du confusionnisme où les mots n'ont plus de sens : comment réaliser un véritable contrôle des travailleurs sur leur vie sans autogestion ? « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

L'ETAT ET LA CLASSE DIRIGEANTE

Mais la critique d'ensemble la plus dure parce que globale fut celle d'un délégué au congrès général des travailleurs de la terre :

> « Frères, **63 comités de gestion m'ont chargé de dire que nous sommes encore colonisés par les bourgeois.** »

Qui sont ces bourgeois ? Laissons de côté la petite bourgeoisie pour nous occuper des gros. Les chiffres sont rares à leur sujet. Chaliand estime que 25.000 gros propriétaires possèdent plus de 50 ha. Une brochure de l'ORP (La Révolution socialiste triomphera en Algérie, p. 22) donne 8.500 gros propriétaires de plus de 100 ha pour 2.800.000 ha. Avant l'indépendance il y avait 8.499 propriétaires musulmans (plus de 100 ha) qui tenaient 1.688.800 ha.

Dans l'industrie, 7 à 8.000 entreprises algériennes emploient une main-d'œuvre salariée, extra-familiale (là-dessus il y en a évidemment de plus ou moins grandes). Le chiffre de 8.000 familles (sur 10,5 millions d'habitants en 1964) accaparant l'appareil d'Etat et l'armée, avancé par l'ORP dans sa brochure doit être assez près de la vérité. D'après la même source ces familles absorberaient 35-40 p. 100 du revenu national. Le chiffre paraît énorme. Pourtant, quand on voit à la fois la faiblesse du revenu national (on en enlève évidemment les bénéfices exportés par les capitalistes étrangers), la faiblesse de la consommation des paysans et des chômeurs, et le gaspillage inouï de l'actuelle classe dirigeante, on se demande si ce chiffre n'est pas exact (l'armée dépenserait à elle seule 1/3 du budget).

Il expliquerait que les seuls investissements en ce moment soient ou directement faits par l'étranger (cf. U.S.A. pour la SONATRACH) ou pour l'armée (11). Pour le reste, les sommes proposées par les budgets disparaissent mystérieusement. Il y a des classes dirigeantes qui investissent. En Algérie même pas.

Comparons ces chiffres avec ceux donnés par Chaliand pour l'appareil d'Etat au 1er avril 1963. Il comptait 70.000 personnes dont

a) 13.729 fonctionnaires français au titre de la coopération ;

b) 22.182 cadres algériens promus des écoles d'administration coloniale ;

c) 34.097 cadres FLN.

Mais pour la répartition, on avait :

1) cadres d'élaboration et de décision : 43 p. 100 catégories A et B contre 57 p. 100 FLN ;

2) cadres de gestion : 77 p. 100 catégories A, B, contre 23 p. 100 FLN ;

3) cadres subalternes : 15 p. 100 catégories A, B, contre 85 FLN.

Le pouvoir de décision et d'exécution appartenait donc à quelques FLN, entourés de beaucoup de bureaucrates professionnels.

D'ailleurs, l'étiquette FLN est loin de signifier ne serait-ce qu'une vague option révolutionnaire, puisqu'aux dires des officiels eux-mêmes, le parti FLN n'existe pas vraiment encore. Les FLN des cadres subalternes sont donc des gens qui sont entrés au parti pour avoir un poste de gratte-papier.

Pour l'ensemble de la classe dirigeante, Chaliand arrivait à 50.000 individus. En tenant compte des doubles et triples emplois, cela doit aller et correspondre aux 8.000 familles, si la famille est envisagée au sens large qu'elle a en Algérie (et même en France chez les dirigeants !).

Or, cette classe n'a pas changé, de Ben Bella à Boumédienne, contrairement à ce que certains théoriciens voudraient faire croire.

Un leader trotskyste, « Abdelkrim » Pablo, présente ainsi les positions de l'ORP :

> « D'un très intéressant document programmatique de l'ORP qui circule actuellement en Algérie parmi les cadres, on dégage clairement l'impression que le haut niveau idéologique de sa direction lui épargnera des erreurs fatales... »
>
> « La ligne générale des révolutionnaires socialistes vise donc à faire reprendre sa marche en avant à la Révolution algérienne, menacée de confiscation, de stagnation, de recul, par des castes bureaucratiques. Elle vise à défendre les acquis aussi bien de la Révolution socialiste que de la Révolution nationale et démocratique. **Avant le 19 juin... le pouvoir, malgré ses faiblesses, appliquait jusqu'à un certain point une orientation conforme à ces deux objectifs.**
>
> **C'est pourquoi les révolutionnaires socialistes dans leur majorité soutenaient encore ce pouvoir d'Etat qui était combattu au contraire ouvertement par la bourgeoisie réactionnaire liée à la réaction extérieure. »**

Ainsi, avant le coup d'Etat de Boumedienne, l'Etat était plutôt révolutionnaire, après le coup d'Etat, la situation était retournée, l'Etat devenait bourgeois ! La position que devaient prendre les « révolutionnaires socialistes » était claire : avant le coup d'Etat, ils avaient soutenu (au besoin critiquement) le nouvel Etat algérien. Après le coup d'Etat, ils passaient dans l'opposition. Malheureusement, cette opposition entre la ligne de l'Etat algérien de Ben Bella et celui de Boumedienne ne tient pas debout.

> « La classe dominante n'a pas changé en Algérie, elle se renforce. Elle reproche à Ben Bella d'avoir mal fait ce qu'il a seulement simulé, un révolutionnarisme qu'elle veut maintenant se passer de simuler... Liquider l'autogestion, c'est tout le contenu du boumediennisme, c'est sa seule activité réelle. Et elle commence à l'instant même où l'Etat, par le déploiement de la force militaire qui était sa seule cristallisation achevée sous Ben Bella, son seul organisme solide, a proclamé son indépendance en face de la société algérienne.
>
> » Au nom d'une essence de l'autogestion idéalement garantie par l'Etat, Boumedienne rejette les manifestations réelles ébauchées de l'autogestion. »
>
> (Tract de l'I.S. décembre 1965.)

Et il n'y a pas que les situationnistes qui disent cela ; voici deux perles significatives :

> « L'ANP est l'instrument essentiel de cet Etat (...). Nous pourrons donc dire en cette deuxième année d'indépendance que notre armée est à la hauteur de notre peuple, à la mesure de nos espérances et nous ne l'avons jamais considérée comme un danger pour nos amis...
>
> » Nous faisons nôtre l'adage qui dit : Une révolution sans parti, c'est un troupeau sans berger. »
>
> (Discours de Ben Bella, 1-11-64.)
>
> « Aujourd'hui l'ANP est unifiée : cette unité la renforce et la rend capable de venir à bout de toutes les difficultés qui restent à surmonter et surtout de toute force rétrograde qui se dresserait sur le chemin de la Révolution (..). Nos casernes sont des ruches d'efforts, de discipline et d'épanouissement... » (Déclaration à « El Djeich » du ministre Boumedienne, même date.)

A travers les métaphores agraires des leaders socialistes, la même ligne politique est dégagée, celle d'un socialisme des casernes. Le refus de voir l'unité de la répression par le développement algérien amène des organisations comme l'ORP à des jugements pratiques de ce genre : « Un certain nombre de mesures positives ont été prises par le nouveau pouvoir dans le domaine économique et social, sur le plan de la lutte anti-impérialiste et sur le plan des libertés démocratiques. » Elle note que les relations U.R.S.S.-Algérie étaient maintenues et que le pouvoir « évoluait à gauche ». En conclusion, elle « appelle à une solution démocratique et pacifique à la situation créée par le 19 juin » par des « formes de luttes légales » (La Révolution Socialiste, revue théorique du parti d'avant-garde ORP, 1967, numéro 1).

Le sabotage de l'autogestion devient plus évident, avec beaucoup d'autres choses, et il faut être bien aveugle pour ne pas voir que de 1962 à 1967, c'est le même Etat algérien qui se renforce, composé du même personnel technique, dirigé par les mêmes couches sociales.

> « Du point de vue économique, les mesures d'intérêt national prises par le régime sont loin d'être négligeables (...). **S'il fallait caractériser le bilan du nouveau régime par une formule, nous dirions que le colonel Boumedienne est en train de construire l'Etat »,**

avoue Chaliand (Partisans, juil.-sept. 1966) avant de se demander candidement : « Il s'agit maintenant de savoir quel usage sera fait des structures mises en place. » Nous ne ferons pas l'injure à nos lecteurs de leur poser ce genre de question.

Y a-t-il des espoirs de résistance organisée actuellement en Algérie ?

PARTIS ET SYNDICAT

Sur l'influence des partis d'oppositions en Algérie actuellement, on ne sait rien. On ne peut donc parler que de leurs positions. Celles de l'ORP ont été exposées plus haut, il n'y a pas à y revenir. Il existe un autre parti

apparemment plus sérieux que l'ORP, au moins dans son programme. Il réclame l'extension de l'autogestion, « le pouvoir populaire à la base », la liberté syndicale et la lutte contre la bureaucratie.

La position de l'UGTA parmi les différentes forces en Algérie a souvent été appréciée de manière très diverse. Il faut pourtant noter que la plupart des informations un peu critiques et concrètes sur les entreprises autogérées viennent de son journal « Révolution et Travail », d'ailleurs plusieurs fois saisi par le gouvernement. En mai 1966, le secrétariat de l'UGTA, probablement appuyé par l'Union locale d'Alger et certains responsables des Fédérations de métiers, prenait l'initiative d'adresser au Comité exécutif de la même UGTA un rapport critique parfois très violent. Plutôt que de résumer ce rapport, nous préférons en donner de larges extraits.

« En décembre 1962, soucieux de trouver une solution au différend qui séparait l'UGTA du Parti, les dirigeants syndicaux et politiques se mettaient d'accord sur un texte qui reconnaissait en gros l'autonomie organique à l'organisation syndicale.

» Il est vrai que ce texte n'a jamais été respecté et les travailleurs en firent les frais un mois plus tard lors de la tenue du premier Congrès de l'UGTA...

» ... Malgré les influences du Pouvoir qui ont pu s'exercer sur le déroulement du deuxième Congrès de l'UGTA en mai 1965, les résultats enregistrés constituent une importante victoire des travailleurs. Sa préparation s'est faite d'ailleurs dans les dernières semaines sous la présidence du secrétariat général du Parti.

» Aujourd'hui, chose paradoxale, notre organisation se voit reprocher par les travailleurs son manque de combativité dans la satisfaction des revendications qu'ils estiment légitimes ; (mais) les responsables du pays l'accusent de poser des problèmes, de créer de l'agitation, voire même de faire de l'opposition. Cette situation, qui place l'organisation syndicale entre le marteau et l'enclume, ne peut se prolonger plus longtemps sans conséquences graves pour les travailleurs et pour le pays.

» ... (Après avoir rappelé les définitions du socialisme.)

» **Quel est le pouvoir exercé par ceux qui produisent ? Aucun, pas même dans le secteur autogéré** où pourtant les textes existants accordent aux producteurs une place prépondérante.

» Les Conseils communaux d'Animation ne sont toujours pas installés. Le Conseil économique dont la mise en place aurait permis à l'UGTA d'aborder la politique économique des prix et de développer son point de vue, ne voit pas le jour. La minorité des privilégiés... bien placée, que soit dans les **rouages de l'Administration, du commerce ou du Parti**, bloque toute tentative faite pour progresser dans la voie socialiste... Bien sûr qu'il nous faut pousser à la production. Bien sûr qu'il nous faut pratiquer l'austérité, mais cette austérité ce sont les moins nantis qu'ils l'ont supportée jusqu'à présent. Peut-on concevoir qu'un ouvrier agricole puisse travailler dans l'enthousiasme quand son « salaire » ne lui est pas payé des mois durant, alors que le fonctionnaire chargé de représenter l'Etat roule en voiture, portefeuille garni ?... La hausse du coût de la vie... l'accentuation du fossé qui existe entre les deux Algérie isolent et submergent peu à peu les bonnes volontés, les actions de militants à tous les niveaux qui croient encore en quelque chose de propre, de juste, de meilleur.

(Suit une autocritique de l'UGTA.)

» ... Si le sigle UGTA fut de toutes les manifestations pendant les premières années qui ont succédé à l'indépendance, il servit plus d'alibi que d'autre chose. Aujourd'hui, les tentatives de remise en cause de l'existence même du syndicat sont enregistrées. Les incidents de Skikda, de Sétif, de Bordj-Bou-Arreridj, d'Oran, de Mascara, d'Alger et d'ailleurs sont là pour en témoigner.

» ... Jamais nous n'avons reçu de directives d'orientation de la part du Secrétariat exécutif (du Parti) sinon celles-ci :

» Pas de tournées en Algérie sans en aviser le Secrétariat exécutif.

» Pas de congrès sans accord préalable. Pas de résolutions publiques.

» Pas de grèves sans accord du Parti. Pas de parution de communiqués, déclarations, sans passer par le Secrétariat exécutif.

» Pas de parution de « Révolution et Travail » sans visa du Parti... Dans un régime qui a choisi comme système de développement et d'édification le Socialisme, et pour son application le Parti Unique, le choix de ce dernier principe ne suffit pas à engendrer un pouvoir d'essence révolutionnaire, immunisé contre toutes les déformations et déviations.

» ... Il faut reconnaître à l'organisation (syndicat) la place qu'elle doit occuper, le rôle qui lui revient, il faut lui accorder les libertés de mouvement et d'action indispensables à sa progression. Nous ne pouvons risquer et l'impopularité de la part des travailleurs, et l'hostilité du pouvoir. A aucun prix nous n'acceptons non plus d'être les liquidateurs du Mouvement syndical algérien, comme nous ne pouvons accepter d'être « les syndicalistes de service » si répandus en Afrique. »

Le rapport rappelle toute une série de faits significatifs dont la restitution des domaines en Oranie, les provocations policières renouvelées dans les locaux syndicaux, les interpellations et les « honteux interrogatoires » de militants, la « lettre du Secrétariat exécutif du Parti aux syndicats réactionnaires américains », le blocage, toujours actuel, de « Révolution et Travail », la déformation par les responsables de l'information de déclarations et communiqués de l'UGTA...

Le rapport se termine par une résolution de l'Assemblée de l'Union locale d'Alger, renforcée de responsables de l'Union locale d'Oran, de celle de Bab El Oued, et des Fédérations de PTT, de l'alimentation et du commerce, du bâtiment :

» Nous saisissons cette occasion pour vous exprimer ce que nous, militants de base, pensons des problèmes que nous rencontrons quotidiennement, et ce que nous attendons de nos responsables :

» 1) **Dans le secteur privé**, la situation des travailleurs qui nous ont délégués pour exprimer leurs légitimes aspirations, devient de plus en plus difficile, face aux arrogances et aux provocations du patronat, notamment par des licenciements de délégués, de travailleurs, par la diminution des salaires par rapport au coût de la vie galopant, enfin par une accentuation de l'exploitation des travailleurs.

» 2) **Dans le secteur autogéré, les représentants syndicaux sont délibérément ignorés, et les membres du comité de gestion complètement neutralisés par une administration instable, incohérente, et surtout anti-ouvrière.**

» 3) **Dans les services publics**, l'absence de critères et de normes pour la nomination des responsables transforme notre administration en une véritable fourmilière de républiques, de clans, de groupes qui passent leur temps de gestion des affaires publiques à un continuel règlement de comptes.

» 4) Depuis quelques semaines nous assistons à une vaste campagne de remise en cause des acquis de la Révolution par la restitution aux anciens collaborateurs tels que Bouthiba et consorts. Les travailleurs sont sensibles à ces mesures anti-socialistes et suivent les manœuvres claires d'un certain nombre de ministères, par exemple :

» — Le ministère des Finances, qui oblige les comités de gestion à payer les impôts du colon qui est parti sous menace de saisie et de vente aux enchères de ce patrimoine national ;

» — Le ministère de l'Industrie, qui a pris la relève et sous le vocable du slogan de la « rentabilité », procède à des « réorganisations » des entreprises en autogestion qui se traduisent par leurs fermetures et le licenciement, dans une seconde étape, des travailleurs...

» — Le ministère du Commerce, qui autorise l'importation de produits de tous genres pour permettre la concurrence de produits nationaux qui dans la majorité des cas sont dans le secteur autogéré. »

POUR CONCLURE

On pourrait dire, à quoi bon une conclusion ? D'autres l'ont déjà faite, et elle termine la discussion. « Quel est le pouvoir exercé par ceux qui

produisent ? Aucun, pas même dans le secteur autogéré » (rapport de l'UGTA). Est-ce à dire qu'il n'y a rien eu, que l'autogestion était juste un mot dans les discours officiels, « à l'imitation des Yougoslaves ? » Mais pourquoi imiter les Yougoslaves, pourquoi jouer avec le feu, c'est un thème dangereux que l'autogestion.

Il y a eu une lutte pour l'autogestion, avec des réalisations concrètes. Tout le monde est d'accord pour admettre qu'elle est née spontanément d'une nécessité économique. Et le soin qu'on a mis à l'officialiser, à l'étouffer, puis à la réprimer, montre l'importance que lui ont attachée ses ennemis. Et ses ennemis, du début à la fin, ont été ceux que les travailleurs algériens ont violemment dénoncés sous l'étiquette de « bureaucrates », et que nous, anarchistes, appelons l'Etat algérien.

On peut dire : « Il n'y a pas eu seulement un sabotage bureaucratique, vous le grossissez parce que vous êtes anarchistes ; mais de toutes façons, l'autogestion économiquement ne pouvait pas marcher. » Certes, le secteur autogéré n'a pas été partout un succès économique, l'autogestion soulevait des difficultés techniques que nous avons soulignées chemin faisant. Mais, paradoxalement, les propres maux qu'on redoutait de voir si l'autogestion s'étendait sans contrôle étatique, c'est-à-dire la désorganisation économique, le pillage individuel, le féodalisme, c'est l'Etat algérien lui-même qui les étale aux yeux de tous à mesure qu'il se renforce. La plupart des Algériens actuellement sont écœurés par leur Etat. Seules l'armée et la police (surtout la Sûreté nationale) sont nombreuses et bien équipées, et, en face d'elles, la population est saignée par une guerre de huit ans. Là encore, le capitalisme français a fait beaucoup pour l'Etat algérien. Il y a aussi les endormeurs de toutes espèces qui ont correctement fait leur travail confusionniste. Il y a eu confusion idéologique dans le FLN avant l'indépendance, mais moins qu'on ne le dit généralement ; la charte d'Alger disait : « Le principe essentiel de la période de transition est que les mêmes moyens ne peuvent être mis indifféremment au service de n'importe quelle fin. On ne peut développer une société nouvelle à partir de méthodes et de structures qui font partie du développement capitaliste. Or, le principe de la scission de la société en sphères dirigeantes qui encadrent et les masses qui exécutent est le principe même de la société capitaliste. » A partir de là, on pouvait aller loin ; mais combien approuvaient vraiment ce passage de la charte d'Alger ? Et surtout parmi ceux-là, beaucoup ont encore cru que l'Etat pourrait être conservé à côté de la nouvelle société en développement, l'autogestion, et que celle-ci, sans le combattre directement, pourrait le vider peu à peu de son contenu autoritaire. Ils ont donc accepté sans protester que l'Etat naissant légalise l'autogestion, lui accorde des « secteurs » où elle était « dans son droit ». En échange, l'Etat naissant pouvait se consolider sans troubles graves (12).

Mais peut-on consolider, conserver un secteur autogéré sans attaquer tout ce qui n'est pas autogéré ? La tactique des « bastions du socialisme » est une tactique défensive, elle ne vaut rien ; l'autogestion ne se met pas en conserve, pas plus que l'anarchisme, ils y pourrissent. L'autogestion ne pouvait que s'étendre ou dépérir, elle ne pouvait s'étendre qu'en affrontant l'Etat. Le plus tôt possible aurait été le mieux, car dès qu'un Etat se crée, il ne cesse de se renforcer. Le travail de groupes révolutionnaires était, par la diffusion d'in-

formations réelles, d'accélérer la prise de conscience collective de cette idée : il n'y a pas les mauvais bureaucrates et les bons fonctionnaires d'Etat ; il n'y a pas de coexistence **pacifique** possible avec l'Etat. Sa vie est la mort de l'autogestion (13).

Revenons en France. Il y a quelques années déjà, on mobilisait les jeunes de l'époque sur « le soutien à l'Algérie », ou simplement « Paix en Algérie ». On a plus ou moins soutenu, c'est-à-dire pratiquement rien fait, dans la plupart des cas, sauf un peu de bruit. Il fallait crier, pas poser des problèmes. Maintenant l'« Algérie » est indépendante, son gouvernement est soutenu par l'Etat français, l'impérialisme américain (trust pétrolier) et russe (armée). Les travailleurs algériens n'ont donc plus besoin d'être soutenus, et la gauche française s'est tournée vers d'autres pauvres, ceux-là ne l'intéressent plus. A quoi sert le soutien de la gauche française ?

SABADELL.

---

(1) « A l'ancienne ferme du caïd Bengana entre Temouchent, de Malherbe et le Keroulis (Oranie), il y a encore, m'ont assuré des Musulmans du Keroulis, les fers rivés au mur qui servaient à enchainer ceux qui ne plaisaient pas au maître de la maison. » (Launay, Paysans algériens, 1963.)

(2) Pour les hôtels, la raison serait que quand il y avait des comités de gestion le personnel n'était pas surveillé, et les serviettes, les draps disparaissaient. Malhonnêteté, manque de conscience socialiste ? Mais quand la famille, les voisins crèvent littéralement de faim, les travailleurs autogérés, confinés dans des secteurs partiels, doivent-ils accepter d'autogérer le spectacle de leur misère ? En sens inverse, on verra plus loin les autogérés des fermes kabyles garder, les armes à la main, contre les fellahs une récolte que le gouvernement leur prend pour la gaspiller. Le problème est faussé parce que l'autogestion est partielle, alors que la misère étant partout, la solidarité ne peut être que totale.

(3) C'est ce que fait Monserrat entre autres dans le M.L. déjà cité, qui déclare, après avoir visité deux domaines : « A ma connaissance, il n'y a pas d'expérience plus valable d'autogestion en Algérie. » Elle-même prévient pourtant, très honnêtement au début de son article, qu'elle est juste passée lors de ses vacances et que son point de vue est celui d'une touriste.

(4) En 1945 eurent lieu les massacres de Setif. Mitrailleuses militaires et ratonnades civiles. 45.000 morts algériens d'après les chiffres officiels. De Gaulle et des ministres communistes étaient alors « les gouvernants ». Puisque Leval est anti-communiste, il aurait pu se le rappeler.

(5) « Mars 1967 à New Delhi, le ministre des Finances du gouvernement indien présente son budget : les dépenses militaires y sont augmentées de 50 millions de dollars (33 p. 100 des dépenses totales). Les crédits consacrés au développement agricole ne représentent que 12 p. 100 du budget. » (Express, 3-9 avril 1967). On annonce pour cette année une famine plus grave que celle de l'année dernière.

(6) Domaine de Keroulis (Germain), exploité par une société qui contrôlait en Algérie 7 000 autres hectares de gros domaines, et 280 ha en France. (Economie et Politique, novembre 1955, franco-suisse.)

(7) Chiffres tirés de Chaliand, « Quelle Algérie ? » dans Partisans, numéro 18.

(8) Un rapport extrêmement détaillé et « terre à terre » avait d'ailleurs été établi par une commission pour le développement économique en Grande Kabylie, 20 mai 1964, et présenté au comité central du FLN. Ceux qui l'avaient établi connaissaient bien la Kabylie.

Il s'agissait, à partir du peu qui restait, de voir où l'on pouvait agir avec le minimum d'investissement pour refaire marcher le minimum nécessaire et pour démarrer un peu d'industrie en réorganisant et en concentrant, ouvrant ainsi la voie au développement futur. Mais ce plan avait été établi par des amis de Zamoune, ex enseignant devenu préfet de Tizi Ouzou qui avait voulu faire élire les organes du parti FLN par les Kabyles. Mais en disgrâce sous Ben Bella, il fut arrêté en août 1965 et le rapport soigneusement enterré.

(9) Comme le constate avec un humour involontaire un universitaire distingué : « On constate une **certaine stabilité** des autorités communales depuis l'indépendance. » (F. d'Arcy, « L'administration communale dans le département de Constantine.)

(10) En sens inverse, voici le point de vue d'un responsable financier de l'ONRA sur les SAP et les CORA.

« Il est évident que les mandataires ne sont pas du tout satisfaits de cette méthode. **Mais nous sommes en économie socialiste : Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser aux ouvriers agricoles l'initiative des utilisations de fonds et des ventes comme bon leur semble, sans contrôle. Ce serait la faillite du système.** Car, même avec la meilleure volonté du monde, il est facile d'avoir quelques faiblesses. Il y a malgré cela des fraudes. Des produits, même en petites quantités, disparaissent. Nous ne pouvons pas tout contrôler. **Du moins, les coopératives nous permettent déjà une mainmise sur une bonne partie de la production d'agrumes et de maraîchage.** » (Interview. Révolution Africaine, 7 août 1965.)

(11) Pour l'armée, les chiffres donnés varient entre 160.000 et 200.000. Nous n'avons pas le chiffre des officiers supérieurs. De toute façon, pas mal d'entre eux font maintenant partie aussi de l'appareil d'Etat. Pour les soldats, c'est à la fois un moyen de pallier le chômage et de contenir les chômeurs. On envoie les djounouds de Kabylie faire la loi en Oranie et viceversa. Si par hasard certains se plaignent de ne pas recevoir leur solde, on les fouette pour indiscipline.

(12) Quand Pablo-Abdelkrim était conseiller à l'autogestion en Algérie, il devait expliquer aux travailleurs : « Il ne faut jamais oublier que la propriété du secteur autogéré reste « sociale », inaliénable, et **que l'Etat, défenseur de la propriété sociale, tout en « dépérissant », intervient toujours de manière décisive**, afin d'assurer le développement plus rapide, substantiel et équilibré du secteur **social** et non privé de l'économie nationale. » (Sous le Drapeau du Socialisme, mai 1966). Marx et Engels parlaient du dépérissement de l'Etat sans mettre de guillemets. De nos jours, Pablo se rend compte que le dépérissement de l'Etat est un sinistre sophisme. Il continue pourtant à répéter les mêmes vieilles rengaines, mais entre guillemets. Il devrait s'y mettre lui-même.

(13) C'est un peu ce qu'avait fait le « Bulletin de l'Autogestion ».

Quand ce numéro paraîtra, nos cinq camarades Alicia Mur Sin, Luis Edo, Cañete, Rodríguez Piney et Herrera passeront en jugement devant le tribunal franquiste, leur procès est en effet fixé au 4 juillet. Ils risquent de lourdes peines. Brisons le silence fait autour de ce procès, aidons-les : toute solidarité financière sera adressée à

FOURNIER Clément, B.P. 105 à Aubervilliers-75, C.C.P. 13-536-34.

Notre mémento...

L'Anarchisme et le trotskisme :

« La IV[e] Internationale déclare une guerre implacable à la bureaucratie de la II[e] et de la III[e] Internationales, de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale anarcho-syndicaliste, de même qu'à leurs satellites centristes ; au réformisme sans réformes, au démocratisme allié de la G.P.U., au pacifisme sans paix, à l'anarchisme au service de la bourgeoisie, aux « révolutionnaires » qui craignent mortellement la révolution. Toutes ces organisations ne sont pas le gage de l'avenir, mais des survivances pourrissantes du passé. L'époque des guerres et des révolutions ne laissera pas d'elles pierre sur pierre. » (2)

Trotsky (« L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV[e] Internationale », août 1946, p. 34.)

ENTRETIEN AVEC CIPRIANO MERA

Comme suite au dossier ouvert par la revue « Presencia », « A-t-on renoncé à la Révolution ? », nous avons traduit ici la réponse faite par Cipriano Mera aux questions de la rédaction de « Presencia ». Cipriano Mera est un ouvrier du bâtiment. Responsable dans les milices, il commanda, après la militarisation, la 14e division (ancienne milice C.N.T.-F.A.I.) à la bataille de Guadalajara (1937). Actuellement il est toujours ouvrier.

Question. — Crois-tu qu'en juillet 1936 le Mouvement libertaire était préparé à la Révolution ? Ou, au contraire, estimes-tu que la rébellion militaire l'a pris au dépourvu ?

Mera. — Je suis fermement convaincu que le Mouvement libertaire ne se trouvait pas en conditions de faire face à un événement de cette envergure. La C.N.T. ne disposait pas alors des cadres solides que requérait une telle situation. Durant un demi-siècle, la C.N.T. avait créé et forgé une organisation qui répondait de plus en plus au concept syndicaliste révolutionnaire, à vocation libertaire, de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs), et, dans ce cadre, elle sut se comporter de façon merveilleuse, arrachant au capitalisme espagnol des avantages moraux et matériels, qu'elle n'aurait pas obtenus sans sa méthode d'action directe... On peut dire néanmoins, que, malgré les critiques qu'ait pu éveiller l'organisation confédérale, il n'y a aucun doute sur le fait qu'elle créa des opinions, une idéologie qui s'identifiaient aux aspirations du peuple, et celui-ci, à son tour sut interpréter la pensée de la C.N.T.

Q. — Comment expliques-tu qu'un mouvement syndicaliste libertaire qui avait une si large expérience de lutte, ne disposât pas de quelques cadres, d'une doctrine cohérente, capables de faire triompher la révolution ?

M. — Parce que la C.N.T. s'était consacrée à la tâche revendicative: c'était là le combat de tous ses hommes, et de tous les jours. Et aussi parce que tous les gouvernements, les uns après les autres, alliés aux oligarchies espagnoles, s'acharnaient à détruire et mettre hors-la-loi tout le mouvement anarcho-syndicaliste, dont les meilleurs militants étaient gardés en prison et au bagne. La C.N.T. dut donc se développer clandestinement, et c'est cela qui empêchait tout travail constructif à long terme.

Q. — Crois-tu que lorsque le moment arriva d'édifier une société de type libertaire, les énergies firent défaut ?

M. — Tout n'était pas seulement un problème d'énergies, aux premières heures de la lutte ; dans quelques régions, l'Organisation se trouvait en conditions d'accomplir une tâche révolutionnaire de type libertaire.

Q. — Quelles sont ces régions, selon toi ?

M. — En premier lieu, la Catalogne. La Catalogne était, de loin, la plus fournie en hommes, la plus riche en militants. A un degré moindre, les Asturies, l'Aragon et l'Andalousie.

Q. — Ceci dit, est-ce que face à cette étape révolutionnaire, la Catalogne disposait, en plus de ces cadres et de ces militants, d'une doctrine et d'une stratégie révolutionnaires cohérentes ?

M. — J'en doute : et j'en doute parce que c'est précisément la Catalogne, la première région où se produisit un acte de collaboration au gouvernement (de la part des anarchistes). En décidant de partager les responsabilités au sein de la Généralité, la Catalogne dévia de la véritable révolution sociale.

Q. — Crois-tu que cette attitude collaborationniste des camarades de Catalogne fut déterminante, qu'elle influença l'attitude des autres Fédérations régionales ?

M. — Je crois que ce fut une sorte de fait accompli. Je m'en souviens parfaitement : nous étions au front quand on nous convoqua à une réunion pour nous communiquer la décision de collaborer au gouvernement ; beaucoup parmi nous étaient contre.

Q. — Dans les premiers jours de la guerre, comment surgit l'idée, par exemple, d'envoyer une délégation de la C.N.T. discuter avec le président de la Généralité de Catalogne, Companys ?

M. — Je l'ignore, parce qu'on n'a pas demandé l'avis des Fédérations régionales. Alors que nous étions réunis à la Fédération régionale du Centre, pour entendre le rapport de deux militants connus, plusieurs compagnons déclarèrent être contre cet accord, qu'ils considéraient comme une faiblesse. Nous pensions que la C.N.T. n'avait pas à accepter la collaboration, pas plus, d'ailleurs, que la militarisation.

Q. — Quelle fut, au cours de cette réunion, l'opinion de la majorité ?

M. — L'attitude de la majorité, était celle d'un assentiment muet, résigné et presque fatal, face à une réalité que dominait un état de choses qu'on n'avait pas prévu. Il n'y eut pas de polémique ou d'opposition catégorique.

Q. — Ta participation active au front te permettra de répondre à la question suivante : est-ce que les milices formées par la C.N.T. étaient une réponse révolutionnaire aux problèmes de la guerre ?

M. — Les milices furent une improvisation née de la nécessité de barrer le passage au fascisme, et il n'existait pas une véritable organisation de guerrillas. A ce moment-là, lorsque je vivais cette expérience, j'était convaincu que les milices de la C.N.T. pouvaient assumer cette lutte révolutionnaire. En effet, leur force était plus convaincante, plus morale que celle de n'importe quelle armée classique : il y avait en leur sein une autodiscipline que l'individu déterminait avec la collectivité. Mais, au fur et à mesure que les jours passaient, cette autodiscipline, confrontée à la vie du front, à la dure réalité de la guerre, cédait fréquemment le pas à l'instinct de conservation, plus fort qu'elle. Ce fut là une des raisons pour lesquelles on accepta l'organisation militaire des milices.

Q. — Donc, tu estimes que dans une guerre révolutionnaire, le mot révolution ne doit pas exclure le mot discipline ?

M. — Si des milices obéissent à une doctrine et à des objectifs révolutionnaires, le mot discipline ne doit pas nous faire peur.

Je parlerai de ma propre expérience. Le 19 juillet, à peine me sort-on de la prison de Madrid, je me lance à la campagne, pas dans la ville. Je pensais, en effet, que l'ennemi que nous avions face à nous, nous devions le combattre à la campagne. On organisa des groupes qui se convertirent ensuite en milices... Nous avions tout laissé aux soins de l'autodiscipline : nous croyions réellement que l'accord personnel entre hommes était supérieur à la discipline imposée. Mais au cours des premiers combats de Madrid, on put s'apercevoir, en plusieurs occasions, que ce contrat moral n'était pas suffisant. C'est pour cela que j'affirme qu'en pleine période révolutionnaire, les milices doivent accepter une discipline collective, qui ne doit, en aucun cas, ressembler à la discipline des casernes. Cette discipline, librement consentie, doit préserver les plus riches valeurs de l'homme et de son peuple : son intégrité individuelle et les formes révolutionnaires.

Q. — A-t-on pensé à la possibilité d'imposer une guerre de guerrillas ?

M. — On a pensé aux guerrillas. La première tactique de combat qu'on employa à Guadalajara, par exemple, fut la tactique de guerrillas : l'ennemi se rend, on avance ; on arrive jusqu'à Alcoleas del Pinar avec l'intention de s'introduire dans le camp ennemi. Mais, depuis Paredes de Buitrago, nous étions commandés par un militaire professionnel, le lieutenant-colonel Del Rosal, qui nous désignait les objectifs à prendre ; nous les prenions, mais nous estimions que derrière ces objectifs, il s'en trouvait d'autres à atteindre. Le lieutenant-colonel Del Rosal, lui, pensait que cette méthode d'avance en profondeur était une aberration, et même des camarades de la Fédération régionale du Centre pensaient comme lui. Il nous manquait donc l'aide nécessaire pour nous introduire dans le territoire ennemi afin d'y établir des guerrillas.

Q. — Crois-tu que si vous aviez pu compter sur cet appui, il aurait été possible d'imposer cette tactique à l'ennemi ? Le cours de la guerre en aurait-il été changé ?

M. — Je ne le crois pas. Il y eut le soulèvement militaire : là où le fascisme passait, il rasait tout. Il n'y eut pas de préparation adéquate pour surprendre l'ennemi ; il n'y eut pas de possibilité, malgré que l'Espagne se prête particulièrement, par sa géographie, à ce type de combat, d'engager le combat où on le croyait adéquat, et non là où l'ennemi voulait l'imposer. L'ennemi ne se laissa pas surprendre... Mais je ne pense pas que la guerrilla aurait pu modifier le résultat de la guerre.

Q. — Il y eut, à la C.N.T., des positions différentes, presque antagonistes, face au dilemme de mener de front deux tâches essentielles : la guerre et la révolution. Alors que certains pensaient qu'il fallait d'abord gagner la guerre et faire ensuite la révolution, d'autres donnaient la priorité absolue à la révolution. Une troisième catégorie partait du présupposé que la guerre et la révolution devaient être simultanées. Quelle était ton attitude face à ces trois chemins distincts ?

M. — Trente ans étant passés, il est normal de ne pas penser aujourd'hui comme on pensait à ces moments-là. Je n'ai pas cessé pour autant de me sentir solidaire de la geste initiale du peuple revolutionnaire en armes. A ce moment et durant beaucoup de semaines, le problème guerre ou révolution ne se posa pas pour les hommes de la C.N.T. parce qu'il n'existait pas. Vaincre l'ennemi présupposait que la révolution triomphait.

En 1936 je m'étais donné au combat contre le fascisme au sein des milices, jusqu'en mars 1937, et j'étais resté en marge des courants « minimalistes » et « maximalistes » qui se manifestaient au sein de l'Organisation. Ma conviction était qu'on pouvait faire face aux nécessités du front, et aller, en même temps, vers la révolution. Et même, je croyais que plus on affirmerait, à l'arrière-garde, les conceptions révolutionnaires plus nous nous sentirions moralement soutenus, ceux d'entre nous qui étaient partis au front. La démoralisation ne vint pas des combattants, mais des organismes politiques, et je donnerai comme exemple le départ du gouvernement de Madrid en novembre 1936. Le gouvernement de Largo Caballero, alarmé par la pression que l'ennemi exerçait sur Madrid, et rompant la promesse qu'il avait faite seulement huit heures plus tôt, décide d'abandonner la capitale — centre nerveux de la résistance au fascisme, selon sa propre expression — sans prendre en considération les effets désastreux de sa fuite. Et la chose s'aggravait du fait que, collés à lui, fuyaient tous les organismes nationaux politiques et syndicaux. Parmi eux, notre Comité national de la C.N.T. et nos quatre ministres. Sans aucun doute le point de vue des politiciens était distinct de celui des combattants, qui se rendirent parfaitement compte du désastreux effet psychologique qu'aurait cette fuite sur le peuple de Madrid et au front. A tel point que dès le 8 novembre, je me trouvais en train de défendre Madrid avec un renfort de 1.000 hommes retirés du front d'Albarracin.

Q. — Dans l'analyse de la période de collaboration de la C.N.T. on attribue généralement la responsabilité de cette décision à certains groupes de militants ou à certaines fédérations régionales. Crois-tu que cela est logique, juste ? Ou crois-tu qu'un Plenum de la C.N.T. devrait en assumer la responsabilité ?

M. — Je crois que nous ne devons fuir la nécessité d'étudier le passé. Au peuple, on doit dire la vérité. Malgré ce que je dis plus haut, je ne me refuse pas à déterminer la responsabilité qui peut m'échoir, par omission ou intentionnellement au cours du développement de la C.N.T. Nous avons tous notre bonne part de responsabilité... Mais je crois que l'heure de demander des comptes est passée, ou que cela ne pourra se faire que lorsque l'Organisation pourra à nouveau agir et exister ouvertement, et se réunir en Congrès... Je veux néanmoins faire remarquer que la politique des faits accomplis et des décisions exécutives commença dès le début de la guerre.

Q. — Comment juges-tu la position et les agissements du Parti communiste espagnol pendant la lutte ? Le P.C., qui était un parti minoritaire, se convertit en une force. Pour s'affirmer, il ne trouva rien de mieux que d'affronter la C.N.T. et d'écraser le P.O.U.M. Est-ce qu'à cette occasion l'Organisation maintint une attitude efficace, ou pécha-t-elle, au contraire, par faiblesse ?

M. — Ce ne fut pas seulement la C.N.T., mais aussi le Parti socialiste, les Républicains, etc., qui laissèrent faire les communistes en attente du matériel russe payé avec l'or espagnol. Si le Parti communiste liquida le P.O.U.M., s'il exécuta des hommes de tous les secteurs antifascistes, s'il mena une lutte contre-révolutionnaire, s'il n'a pas respecté l'unité du Front Populaire Antifasciste, ce fut parce que sa seule politique était de croître, et de se renforcer par l'appui russe, et, à mesure qu'il y parvenait, il imposait sa dictature. Nous savions tous que tôt ou tard la grande explication avec le P.C. aurait lieu. Mais là aussi nous nous montrâmes faibles, pour sauver ce qui se trouvait en jeu dans les tranchées. Personne n'ignore le rôle que je dus jouer face aux troubles manœu-

vres du P.C. espagnol, et, sur toute cette affaire je m'en remets aux centaines de livres édités, quelques-uns très bons et précis, écrits par les grands manitous communistes de notre guerre (*)...

(*) **N.D.L.R.** — Après la démission du président Azaña, la République se trouve en quelque sorte sans président légal. Negrin, chef du gouvernement, et socialiste à la botte des communistes, fait paraître dans le journal officiel, une série de mutations dans l'armée, visant à donner tous les postes de commandement à des membres du P.C. En même temps, la guerre va de plus en plus mal, Madrid est pratiquement tombée. La consigne du P.C. espagnol (avec Togliatti et le délégué russe) est de « résister jusqu'à la mort ». En attendant, les dirigeants communistes vont « résister » à l'étranger (voir « La grande trahison », de l'ex-secrétaire du P.C. espagnol J. Hernandez). Madrid est abandonnée à son sort, les combattants sont à bout de souffle. Casado, officier républicain, prend le pouvoir et forme une junte pour négocier une « paix honorable » et gagner du temps pour évacuer les militants les plus compromis. Mera et les unités anarchistes l'appuient. Les communistes restés à Madrid essaient sans succès de provoquer un soulèvement. Deux officiers supérieurs communistes sont fusillés, le P.C. espagnol dénoncé comme traitre. Réaction bien tardive, de toutes façons c'est la défaite, et Casado doit, après de longs atermoiements, livrer Madrid sans conditions. Casado et Mera, qui avaient résisté sur place jusqu'au dernier moment, ont voulu essayer de sauver ce qui pouvait être sauvé, c'est-à-dire sans doute pas grand-chose. D'autres, installés à Paris ou à Moscou, voyaient la chose sous un autre angle.

Point de vue communiste : « Le 27 février 1939, l'Angleterre et la France reconnurent officiellement Franco, et les 5-6 mars à Madrid eut lieu l'insurrection contre-révolutionnaire, menée par leurs agents... Les auteurs du complot prirent le pouvoir et ouvrirent le front à Franco » (« Pod Znamenon ispanskom respoubliki », Moscou, 1965, article de l'académicien I.M. Maiskii). Mais l'idée d'ouvrir le front à Franco n'était pas nouvelle ; déjà en juin 1938, « selon cette source, Litvinof a dit que le gouvernement soviétique serait prêt à se retirer d'Espagne avec comme garantie : l'Espagne aux Espagnols, et il a insinué qu'un tel accord entre les combattants espagnols serait une solution acceptable, puisqu'elle permettrait à l'Union soviétique de liquider son aventure espagnole » (rapport de l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, Von der Schulenburg, dans « German Foreign Policy », D. III, p. 698). Les contacts pris par Von der Schulenburg devaient aboutir au traité d'alliance de l'Allemagne d'Hitler et de la Russie de Staline. Il fallait bien « liquider l'aventure espagnole ».

Les grands dialogues marxistes

« Le prolétariat n'a besoin de l'Etat que pour un temps. Nous ne sommes aucunement en désaccord avec les anarchistes quant à l'abolition de l'Etat, comme « but ». (Lénine : L'Etat et la Révolution, éd. Sociales 1947, p. 88, écrit en 1917.)

« Nous n'appartenons pas non plus aux hommes qui se consolent à l'idée que les anarchistes, voyez-vous, « n'ont pas l'appui des masses, et c'est pourquoi ils ne sont guère dangereux ». Il ne s'agit pas de savoir derrière qui suit aujourd'hui une « masse » plus grande ou plus petite, — il s'agit de l'essence de la doctrine. Si la « doctrine » des anarchistes traduit une vérité, il va de soi qu'elle s'ouvrira absolument un chemin et ralliera la masse autour d'elle. (...) Nous estimons que les anarchistes sont des ennemis véritables du marxisme. Par conséquent, nous reconnaissons aussi qu'il faut mener une lutte véritable contre de véritables ennemis. » (Staline : Anarchisme ou socialisme, éd. Sociales 1950, pp. 4, 5, écrit en 1906.)

« L'anarchisme dans la Révolution russe n'est pas la théorie du prolétariat combattant, mais l'enseigne idéologique de la canaille contre-révolutionnaire, grouillant comme une bande de requins dans le sillage du navire de guerre de la Révolution. Et sans doute, c'est par là que finit la carrière historique de l'anarchisme. » (Rosa Luxembourg : Grève générale, Parti et Syndicats, écrit en 1907.)

MISES AU POINT SUR DES NOTES

C'est sous ce titre que le camarade José Peirats publie dans « Presencia », numéro 7, quelques pages qui sont une réponse directe aux notes que nous avions mises à la traduction de son article. Nous sommes heureux du ton sympathique, de la précision et de l'objectivité de ces « mises au point » qui éclairent de nombreux faits. Puissent toutes les discussions être aussi fructueuses et amicales.

Dans le numéro 36 de la revue « Noir et Rouge » (décembre 1966), j'ai vu une traduction de ma réponse à l'enquête de « Presencia » (numéro 5), mitraillée de notes en bas de page. Je ne me propose pas de réfuter mon annotateur anonyme, mais d'éclairer certaines affirmations — de ma part ou de la sienne — autant qu'il m'est possible au fil de la plume. Je suis touché du fait que « Noir et Rouge » ait livré mon travail à l'examen de ses lecteurs ; mais les annotations en question peuvent les induire en erreur Je ferai donc, à mon tour, des notes autant que le demande le cas.

L'annotateur (note 1) met en doute mon affirmation selon laquelle certains militants connus échappaient parfois à toute dépendance organique. Lorsque je me rapportais à García Oliver, Ascaso et Durruti, j'avais en tête, entre autres, ce cas concret : en 1933, après l'échec de la tentative insurrectionnelle du 8 janvier, quelqu'un demanda des explications au sein de la Fédération locale des Groupes Anarchistes de Barcelone. La réponse fut que Ascaso, Durruti et García Oliver n'étaient pas contrôlés par la F.A.I. J'eus personnellement la confirmation de cette réponse stupéfiante lorsqu'en 1934 (c'est-à-dire l'année suivante), je fus secrétaire général de cette Fédération. En effet, ces camarades n'appartenaient à aucun des groupes contrôlés par la F.A.I. en Catalogne. Et, cependant, c'étaient eux qui parlaient à la tribune au nom de l'organisation spécifique. Le lecteur trouvera l'explication dans un livre que vient de publier Ricardo Sanz. Je me refère à « El Sindicalismo y la Politica ». Ce livre est destiné à mettre en valeur les activités du groupe « Los Solidarios », qui était une sorte de noyau autonome dans le sens le plus large du mot. Les camarades cités appartenaient à ce groupe.

Je n'ai pas voulu simplifier la tactique révolutionnaire de Bakounine, comme on me le reproche dans la note 2. En tout cas, ces camarades la simplifièrent, eux qui, pour la période dont nous parlons, faisaient une révolution par an (parfois deux), sous l'invocation de Bakounine, plus **simplifiée** chez chacun d'eux.

On met en doute mon appréciation (note 3) selon laquelle les mouvements insurrectionnels de 1933 manquaient de base populaire. Pour me corriger, on a recours aux reportages que publia Eduardo de Guzmán dans « La Tierra » de Madrid, qui étaient euphoriques de façon journalistique par nécessité et même par déformation professionnelle. J'en profite pour dire que le directeur de « La Tierra » était un certain S. Cánovas Cervantes et non Eduardo de Guzmán. Ce dernier devait diriger, pendant la guerre, le journal confédéral « Castilla Libre ». Je ne connais pas l'article de Miguel Foz, mais je suis en mesure de connaître l'esprit de sacrifice de nos camarades pour

s'enrôler dans des aventures chevaleresques, en sachant souvent leur caractère stérile. Mais, de cette immolation volontaire et personnelle, jusqu'à un mouvement d'envergure populaire, il y a une distance respectable. Il est clair que ce facteur populaire décisif n'a pas joué, loin de là, dans les mouvements insurrectionnels que nous mentionnons.

L'insertion dans mon article d'extraits du manifeste des « Trente » ne fut pas faite pour mettre en évidence la **tendance de Durruti**, comme l'affirme mon annotateur. Ce fut comme base critique et de confrontation des thèses en présence. Et on me permettra ici une autre hérésie : dans ce qu'on a appelé le « trio de la bencina », Durruti n'était pas l'homme moteur ni l'éminence grise, mais l'impulsion et la générosité débordante. Les autres rôles revenaient plutôt à Ascaso, pour sa froide perspicacité et à García Oliver pour sa fantaisie emportée et emportante. Un autre éclaircissement est que Pestaña ne fut pas le fondateur d'un « parti anarchiste », mais du Parti Syndicaliste politique.

On me reproche également (note 6) de ne pas donner la parole aux représentants de la **tendance faiste**. Mon annotateur le fait en faisant parler Federica Montseny. Or, Federica Montseny n'appartenait pas à la F.A.I. à cette date et, sans doute, pas non plus à la C.N.T. Tant que le Syndicat des Professions libérales ne fut pas réorganisé, il était difficile de pouvoir entrer dans notre organisation, si on n'était pas salarié.

Un autre éclaircissement très important (à la note 7) est que le terme « nosaltres sols », employé par V. Orobón Fernández dans son fameux réquisitoire sur les principes, en 1934, ne s'adressait pas aux anarchistes catalans. Il est imaginaire de vouloir déduire de cette phrase qu'il y avait une guerre civile entre les anarchistes catalans et castillans pour des questions de régionalisme. La phrase fait allusion à un préjugé dans certains niveaux de l'anarchisme espagnol, qui consiste à un exclusivisme révolutionnaire se suffisant à lui-même.

Il faut éclairer la note 9, noblesse oblige. Il est certain que Largo Caballero collabora à la dictature de Primo de Rivera en tant que conseiller d'Etat. De là à en faire un partisan de cette dictature, c'est un excès de zèle, nous semble-t-il. Il n'est pas non plus exact qu'il s'est attribué lui-même le titre de Lénine espagnol. Plusieurs sources sont d'accord sur le fait que Caballero à découvert Lénine lors de son dernier séjour en prison. Le titre fut un cadeau des communistes : un cadeau empoisonné, comme tous les leurs.

Ce fut García Oliver qui se prononça pour la **prise du pouvoir** dans une conférence publique qu'il donna au Syndicat du Bois de Barcelone en janvier ou février 1936. Il avait fait aussi cette affirmation à une réunion très restreinte de notables qui avait eu lieu auparavant dans un des bureaux de la rédaction de « Solidaridad Obrera ». Parmi les notables qui étaient à la réunion, je me souviens de Pedro Herrera. Santillán, Liberto Callejas et peut-être J. J. Domenech. Cette réunion avait pour objet la convocation d'une conférence régionale de syndicats de Catalogne pour éviter une campagne antiélectorale comme celle qui en novembre 1933 fit perdre les élections à la gauche (*). On était à la veille des élections du 16 février et il y avait

(*) N.D.L.R. : Voir « N. et R. » numéro 29, « Les élections ».

des milliers de prisonniers à cause des événements d'octobre 1934. Pour plausible que soit l'intention, il n'empêche que le conciliabule se faisait aux dépens de l'Organisation. De là sans aucun doute partit la convocation d'une conférence qui, en effet, recommanda une campagne anti-électorale modérée ; tellement, qu'elle eut à peine lieu.

On pourra sans doute se demander comment se fait-il que moi, qui ne participais pas à la réunion, je sois si bien informé. J'étais à l'époque rédacteur de nuit à « Solidaridad Obrera » et j'occupais le bureau à côté. Les bureaux n'étaient séparés que par de simples paravents de bois, avec le même plafond. De plus, le camarade Liberto Callejas allait et venait d'un bureau à l'autre pour commenter avec moi le déroulement de la réunion. Il était scandalisé en me répétant les affirmations de García Oliver.

Je ne me rappelle pas exactement quand et où Federico Urales prononça sa phrase osée : « Dictature pour dictature, la nôtre d'abord. » En tout cas, dans « Solidaridad Obrera » du mardi 29 septembre 1936, il publia un article où, tout en justifiant la tactique circonstantialiste politique, il se déclarait partisan de la dictature du prolétariat. Je n'ai pas le texte sous les yeux, mais ce que j'indique est une bonne référence.

Pour la mise au point des notes 16 et 17, je me vois obligé de m'étendre un peu plus. J'ai écrit dans mon article de « Presencia » : « Le renoncement se faisait précisément au moment où un groupe de notables de la C.N.T.-F.A.I. était allé à la Généralité écouter les flatteries que le président Companys eut soin de leur prodiguer. Pour l'historien, ce groupe de notables, au bout d'un court intervalle, entra comme vainqueur et sortit comme vaincu. »

Mon annotateur écrit à son tour : « Le renoncement se fit à une assemblée extraordinaire de tous les syndicats de Barcelone et de Catalogne, le 20 ou le 21 juillet. La question de la **dictature anarchiste**, de la réalisation du communisme libertaire fut posée par García Oliver et repoussée par l'assemblée. Il est curieux que personne parmi les historiens n'ait cité cette réunion. »

Pour le cas où je serais un de ces **historiens**, je peux assurer que je n'ai jamais eu entre les mains aucun texte touchant cette assemblée. Mais la mention d'« assemblée extraordinaire » est très significative. Elle indique que ce fut une réunion de militants au niveau régional, et non un plenum régulier avec un ordre du jour régulier à discuter régulièrement par les syndicats ; que ce ne fut qu'une réunion d'information à base de représentants des fédérations, sans attribution pour se prononcer. De tels plenums eurent lieu souvent à cette époque. Le premier plenum que l'on pourrait considérer comme régulier fut celui des syndicats de Catalogne à Barcelone le 24 septembre 1936.

Mon annotateur se réfère sans doute à ce qu'affirme Mariano R. Vázquez dans le rapport du Comité national de la C.N.T. au congrès de l'A.I.T. en décembre 1937. Dans ce rapport, Vázquez écrit ce qui suit :

« Le 21 juillet 1936 eut lieu à Barcelone un plenum régional de fédérations locales et sous-régionales convoqué par le Comité régional de Catalogne. La situation était analysée et on décidait à l'unanimité de ne pas parler de communisme libertaire tant que nous n'avions pas conquis la partie de l'Espagne qui était au pouvoir des factieux. Le plenum décidait, par consé-

quent, de ne pas faire de réalisations totalitaires, car on se trouvait devant un problème : imposer une dictature, annulant violemment tous ceux — gardes ou militants d'autres partis — qui avaient collaboré le 19 et le 20 juillet au triomphe sur les forces soulevées ; dictature qui, d'autre part, serait étouffée de l'extérieur même si elle s'imposait de l'intérieur. Le plenum décida de collaborer et de former, avec le vote de tous, sauf la fédération régionale du Bajo Llobregat, avec tous les partis et organisations, le Comité de Milices Antifascistes. La C.N.T. et la F.A.I. y envoyèrent leurs représentants par décision de ce plenum. »

On voit donc confirmé officiellement qu'il ne s'agissait pas d'une réunion de syndicats, mais de comités locaux et sous-régionaux. En somme, un plenum de comités. Le second aspect est que le plenum décida que la C.N.T.-F.A.I. participerait au Comité de Milices Antifascistes que, comme nous le verrons, Companys avait suggéré. Le troisième aspect à retenir est la date du plenum. Mariano R. Vázquez affirme qu'il eut lieu le 21 juillet. Et il devait le savoir puisqu'il était alors secrétaire général de Catalogne. Si mon annotateur ne m'avait pas supprimé dans la traduction deux grands paragraphes, sous prétexte que **je polémise**, alors que tout mon article pourrait être considéré comme polémique, nous saurions que le Comité de Milices Antifascistes fut formé le 21 juillet aussi ; c'est-à-dire immédiatement après la fin du plenum. Preuve évidente de ce que tout était préparé pour que les délégués donnent simplement leur accord.

Voyons ce qui se passa lors de la fameuse entrevue avec Companys. C'est García Oliver lui-même qui la décrit dans un article publié dans « Solidaridad Obrera » le 19 juillet 1937 (c'est-à-dire un an après). L'entrevue eut lieu le 20. García Oliver écrit qu'à l'appel du président Companys, ils arrivèrent à la Généralité « armés jusqu'aux dents, dépoitraillés et sales de poussière et de fumée ». Ils arrivaient donc de la barricade. Le président les reçut debout, les salua en vainqueurs et regretta les avoir persécutés « jusqu'à avant-hier » (c'est-à-dire le 18 juillet). Nous sommes, donc, le 20 juillet.

Companys continua à parler pour leur dire que la C.N.T. était maîtresse de Barcelone ; et que s'ils n'avaient pas besoin de lui comme président, il se retirerait pour devenir un simple soldat dans la guerre contre le fascisme. Au contraire, s'ils croyaient que lui et son parti pouvaient leur être utiles, dans l'autre salon se trouvaient réunis tous les représentants des partis antifascistes. Companys s'offrait à présider la réunion, afin de former « un organe capable de poursuivre la lutte révolutionnaire pour assurer la victoire. »

« Nous — dit García Oliver —, nous avions été appelés pour écouter. Nous ne pouvions rien promettre. C'était à nos organisations de décider. » Mais la vérité est qu'ils acceptèrent de se réunir avec des éléments politiques, parmi lesquels se trouvaient Andrés Nin et Juan Comorera, alors qu'il aurait été normal de ne prendre aucun contact tant que l'Organisation ne s'était pas prononcée sur le fond du problème posé.

Enfin, mon annotateur affirme que dans l'assemblée ou plenum du 21, García Oliver posa la question de la dictature anarchiste ou du communisme libertaire et qu'il ne fut pas suivi par l'assemblée. J'affirme que s'il le fit, ce fut sans conviction, convaincu plutôt de ce que la dictature anarchiste n'avait que l'échec devant elle. Il posa le dramatique dilemme pour mieux appuyer son option collaborationniste. On renonçait donc à la main de Doña Léonore, comme

ce personnage de la comédie « La pata de Cabra ». En réalité, Doña Léonore y avait déjà renoncé avec ses éclats répétés. García Oliver confirme ce trait de comédie en écrivant avec arrogance : « La C.N.T. et la F.A.I. décidèrent la collaboration et la démocratie, en renonçant au totalitarisme révolutionnaire, qui aurait conduit à l'étranglement de la révolution par la dictature confédérale ou anarchiste. »

Je ne crois pas nécessaire de m'occuper du reste des 41 notes. Mais il faut dire qu'après le 19 juillet, la plupart des militants partirent au front, peuplèrent les nombreux organismes confédéraux ou officiels, ou allèrent aux villages et dans les petites villes de l'intérieur pour prêcher le nouvel évangile de la collectivisation. La direction des syndicats fut peuplée d'éléments inédits en rien ou peu exigeants, selon les pratiques organiques traditionnelles. Les militants vétérans placés dans les charges officielles, le commandement de l'armée et les comités supérieurs de la C.N.T.-F.A.I. n'avaient pas tellement intérêt à ce que la tradition fédéraliste se continuât. Il était facile de convaincre les inédits en question de la nécessité de donner une plus grande souplesse à la manœuvre organique, vu les exigences dramatiques de la guerre ; de leur faire comprendre que pour suivre le rythme qu'imposait la collaboration avec les partis politiques, il fallait les imiter dans leurs procédés centralistes. Et il était aussi facile de réduire les quelques « Peaux-Rouges » (*) irréductibles par des coactions manifestes, des manœuvres répétées et des menaces. Les initiatives commencèrent à partir d'en haut. Il y avait plus d'assemblées d'information que de plenums. Et ces derniers ne pouvaient faire autre chose que de débattre de faits accomplis. Notre sens démocratique si particulier devint rare. Ce fut là, la sanction de la collaboration avec les politiciens, patronnée par le groupe des notables, le 21 juillet. Il fallut ainsi s'incliner devant la collaboration au gouvernement. Il fallut ainsi capituler devant le **Comité exécutif** du Mouvement libertaire. Il fallut ainsi accepter le « cessez-le-feu » lors de la provocation stalinienne des événements de mai.

Tout en acceptant le fatalisme de certains faits, il n'est pas moins certain que le mouvement libertaire manqua d'imagination, en sautant d'un bond d'une position révolutionnaire enragée au pôle extrême de la collaboration dans la mission réactionnaire de l'Etat. Ce terrible saut fut une question d'heures.

José PEIRATS.

(*) N.D.L.R. : Surnom des anarchistes : rouge (la peau), noir (les cheveux).

La propagande communiste

« Par contre, l'anarcho-syndicalisme, en niant la nécessité de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, retombait dans l'erreur de placer en bloc les paysans dans la masse réactionnaire. » (F. Billoux « L'Humanité » 15-4-65.)

« L'ouvrier des villes, plus éclairé que le paysan, trop souvent le méprise et en parle avec un dédain tout bourgeois. Mais rien ne met autant en colère que le dédain et le mépris, — ce qui fait que le paysan répond au mépris du travailleur des villes par sa haine. Et c'est un grand malheur, parce que ce mépris et cette haine divisent le peuple en deux grandes parties, il n'y a en réalité aucun intérêt contraire, il n'y a qu'un immense et funeste malentendu, qu'il faut faire disparaître à tout prix. » (Bakounine, éd. Pauvert, p. 151.)

APPEL

Nous n'avons jamais fait appel aux souscriptions pour notre revue. Avec l'aide de nos abonnés, nous avons, plus ou moins régulièrement, assuré sa parution jusqu'à présent, et depuis plus de dix ans. Si nous faisons aujourd'hui cet appel, ce n'est pas pour « Noir et Rouge ». Il s'agit d'autre chose : il s'agit de pouvoir publier une série de textes qui sont trop volumineux pour tenir dans les quelques pages de la revue, mais aussi trop importants pour continuer à rester inconnus.

Dans le numéro 36 de « Noir et Rouge » (janvier 67), nous avons proposé une coordination et une collaboration plus vastes qui permettent de publier collectivement une série de textes soit encore inconnus en français, soit épuisés depuis longtemps, soit même originaux. Nous avions concrétisé cette proposition en mettant tout de suite à la disposition collective cinq textes préparés depuis déjà quelques années avec l'aide d'autres camarades. Ce sont :

— « Leçons de la Guerre d'Espagne », de Vernon Richards, traduit de l'italien.

— « Histoire de l'Anarchisme », de Max Nettlau, d'après les éditions italienne et espagnole.

— « Anarchisme », de Borovoï, traduit du russe.

— « Collectivités en Espagne révolutionnaire », texte original d'un travail universitaire.

— Textes de Malatesta.

Cette liste peut être allongée par toute proposition ou suggestion.

On peut dire que l'essentiel, le fondement de la littérature anarchiste, est inconnu du public de langue française, et même des anarchistes, bien que tous déplorent cette insuffisance autant comme moyen de formation idéologique que comme contre-poison et présence libertaire. Jusqu'à maintenant, nos efforts n'ont réussi ni auprès des éditeurs, ni auprès des groupes libertaires. Ni nos possibilités financières, ni nos circuits de diffusion ne nous permettent d'assurer seuls ce travail. Nous lançons donc aujourd'hui cette idée de **souscription** auprès des militants libertaires, des abonnés, des amis. Réalisons collectivement ce travail, si vous êtes convaincu qu'il est nécessaire. Nous ouvrons une comptabilité à part, et d'après les fonds qui l'alimenteront, nous prendrons les décisions concernant leur utilisation — après en avoir informé les souscripteurs. Si la somme est suffisante, s'il y a suffisamment de promesses d'achat ou de vente, nous commencerons par imprimer un ou plusieurs de ces textes ; si la somme est insuffisante, si l'impression est impossible, nous les tirerons à la ronéo ; si la somme est trop minime, elle sera restituée aux souscripteurs.

NOIR ET ROUGE.